

Une aventure humaine

Notre convention annuelle sera cette fois encore riche des réalisations du Conseil de développement du Val-de-Marne durant l'année écoulée et des perspectives ouvertes pour l'avenir. Dans l'amphithéâtre d'anatomie où il aimait rappeler qu'il avait enseigné, notre convention rend aussi hommage à l'un des plus anciens compagnons du Codev, le Professeur André-Laurent Parodi, dont les pages centrales de ce document soulignent l'importance pour la recherche vétérinaire, l'École nationale vétérinaire d'Alfort qu'il dirigea, et le département du Val-de-Marne. Il fut au Codev un ami cher, un homme précieux, par son implication, sa gentillesse et la compétence scientifique qu'il apportait à nos travaux. À Maisons-Alfort, mais aussi Ivry-sur-Seine, Villejuif, Créteil, Arcueil, lors des vingt-six Rencontres La Ville, la Vie, la Santé qu'il a présidées, les participants se délectaient de la clarté de sa pensée et de l'élégance de son expression. Personnellement, je garde le souvenir de longues discussions et sa prestance inoubliable porte encore parmi nous sa silhouette. La présence des grands hommes leur survit et notre ami était de cette stature.

Les plus belles épopées sont des aventures humaines. Des rencontres les jalonnent, des liens les nourrissent. C'est depuis bientôt trente ans l'histoire du Conseil de développement du Val-de-Marne. « Faire territoire avec les acteurs », c'est à la fois notre objectif et notre méthode. Les dynamiques collectives sont toujours supérieures à la somme des parties. L'intelligence prospère en bonne compagnie. Les multiples initiatives que le Codev a suscitées, portées, débloquées... ont vérifié notre conviction initiale que le Val-de-Marne est fertile des dynamiques de ses acteurs, par-delà même ses frontières administratives et les sensibilités partisanes. Les travaux de la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre que conduit le Codev sont ainsi parvenus à une étape importante,

un moment d'accomplissement. Depuis le fragile scintillement d'un concept qui offrait une nouvelle lecture du territoire, de sa géographie et de ses potentiels, nous avons vu lever les projets et sommes entrés désormais dans « l'âge de la fabrication ». La reconnaissance internationale obtenue récemment par le Paris-Saclay Cancer Cluster à Villejuif, désormais pôle mondial de la recherche en oncologie, en est une magnifique illustration.

La fin d'année 2022 a également porté la bonne nouvelle de l'entrée en phase préopérationnelle de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis. André-Laurent Parodi, président au titre du Codev du conseil scientifique éducatif et culturel dédié au projet, a une part importante dans cette réussite. La dernière des Rencontres La Ville, la Vie, la Santé qu'il a présidée était, à ce propos, consacrée au « repas gastronomique des Français ». La 27e session exceptionnelle que nous tenons ce 7 février 2023 en son hommage a pour titre « A-t-on encore le droit de couper un arbre en ville ? » La question de la place des sciences du vivant dans la redéfinition des rapports entre la ville et la nature l'aurait assurément passionné.

La réflexion portée par notre Manifeste pour l'avenir, Val-de-Marne 2020-2040 (approuvé en 2021) souffle sur cette convention, comme elle a animé les débats engagés ou poursuivis en 2022 par le Codev et inspire nos perspectives d'action. Le choc de la crise climatique, écrivions-nous, appelle des réponses nouvelles. L'urgence n'est ni au repli ni aux déplorations, mais bien à l'ambition d'un nouveau projet de développement économique, social et démocratique.

DOMINIQUE GIRY, président du Conseil de développement du Val-de-Marne, le 7 février 2023

Convention annuelle du Conseil de développement du Val-de-Marne

Amphithéâtre d'anatomie
École nationale vétérinaire d'Alfort
mardi 7 février 2023

A-t-on encore le droit de couper un arbre en ville ?

Le rapport ville/nature est désormais une question centrale de l'aménagement. Mais est-ce encore une affaire de degrés, n'avons-nous pas atteint le point de bascule, le moment d'une révolution copernicienne pour l'urbanisme ?

Lors des premières Rencontres La Ville, la Vie, la Santé au début des années 2000, les participants étaient confiants en la capacité humaine à résoudre les crises environnementales dont les débats commençaient à esquisser l'ampleur. Rationnel et foncièrement bienveillant, le genre humain saurait finalement s'élever à la hauteur des enjeux et de sa mission protectrice des autres espèces. Mais ça, c'était avant...

En 20 ans, notre connaissance du vivant a progressé, notre regard a évolué, moins anthropocentré. Les récents cadres juridiques pour un droit animal s'avèrent déjà inadaptés. « Les règles ne sont plus en phase avec les connaissances », relevait la Commission européenne cet automne.

Dans la rue, la mobilisation citoyenne n'attend plus la réglementation pour défendre la nature : elle cherche à la précéder. L'affirmation des « droits de la nature » conteste le primat des droits humains. Les certitudes de ceux qui font la ville sont battues en brèche. La nécessité de densifier les espaces urbains constitués ou encore la priorité aux besoins sociaux sont questionnées par la sauvegarde de la biodiversité et la résilience climatique. Plusieurs visions s'opposent, porteuses de projets de développement urbain différents. Respecter la nature, est-ce lui faire davantage de place ou réinventer la ville à sa mesure ?

Cette 27e session exceptionnelle des Rencontres s'efforcera d'identifier les oppositions et contradictions qui traversent la fabrique urbaine et nous interrogerons le pacte social qui fixe les relations entre la ville et la nature. Les sciences du vivant ont à cet égard un rôle essentiel. Les liens entre santé humaine, santé animale et santé de la planète sont aujourd'hui bien établis et nous engageant à bousculer les traditionnelles approches segmentées. C'est le sens du plan d'actions « Une seule santé » lancé en octobre par l'alliance de la FAO, de l'OMS, de l'OMSA et du PNUE*.

Et si les naturalistes étaient les urbanistes de demain ?

*
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Programme

Intervenants

DANIEL BREUILLER, maire honoraire d'Arcueil, sénateur du Val-de-Marne

CÉCILE DIGUET, urbaniste, directrice du Département Urbanisme, Aménagements et Territoires de l'Institut Paris-Région

FRANCIS HALLÉ, botaniste, président de l'association Francis Hallé pour la forêt primaire

PHILIPPE MADEC, architecte-urbaniste, président d'apm

FRANÇOIS MOUTOU, vétérinaire et épidémiologiste, ancien directeur-adjoint du laboratoire santé animale de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), vice-président de la Société nationale de protection de la nature

CLAIRE SCHORTER, architecte-urbaniste, directrice de l'agence Laq

RENAUD TISSIER, professeur et directeur de la recherche de l'École nationale vétérinaire d'Alfort

MARINE YZQUIERDO, avocate, membre du conseil d'administration de Notre Affaire à tous

Débat animé par **JEAN LEBRUN**, journaliste à France Inter

Un Manifeste pour l'avenir

Les 20 propositions élaborées par le Codev du Val-de-Marne pour penser l'aménagement et le développement à l'horizon 2040 ont été un premier pas pour revisiter nos modes de faire la ville. Les rencontres qu'elles ont suscitées avec des aménageurs, des entreprises et des acteurs associatifs mettent en lumière de nouvelles dynamiques entrepreneuriales, citoyennes et sociales, ainsi que d'importantes évolutions dans la démarche des opérateurs urbains. Permettront-elles d'accompagner la révolution qui est à l'œuvre ?



Hommage à André-Laurent Parodi

Le dimanche 15 mai 2022, le Codev a perdu l'un de ses membres fondateurs, le Professeur André-Laurent Parodi, décédé subitement à 88 ans. Directeur honoraire de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA), membre et ancien président de l'Académie nationale de médecine et de l'Académie vétérinaire, il a porté et présidé les Rencontres La Ville, la Vie, la Santé proposées depuis 2000 par le Codev.

Le 7 février 2023, dans le vieil et bel amphithéâtre historique de l'ENVA où il aimait rappeler qu'il avait enseigné, une 27^e et exceptionnelle édition des Rencontres lui est dédiée. Pages suivantes, nous parcourons aussi les précédentes éditions. Ses mots nous guident dans un survol de plus de quinze ans de découvertes et d'échanges.

16/06/1997 Une journée pour le Plan
Atelier à l'Hôtel du département, Préfecture du Val-de-Marne



Un grand scientifique, un honnête homme

Il n'est pas d'hommage rendu à André-Laurent Parodi qui ne souligne ses qualités humaines, l'élégance, la finesse de sa pensée et son exquise courtoisie. Lui dire « cher maître » n'avait rien de suranné, se souvient ainsi Michel Beaussier, ancien élève et président d'honneur du Conseil national de l'Ordre des vétérinaires. On se pressait à ses cours et conférences.

Le chercheur et l'enseignant ne faisaient qu'un. Diplômé en 1959 de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (qu'il dirigera de 1992 à 1998), il suivit ensuite les cours de l'Institut Pasteur de Paris, fut reçu à l'agrégation d'anatomie pathologique et nommé professeur en 1967 à l'ENVA. Enseignant chercheur, acteur important de la recherche vétérinaire, il avait obtenu en 1973 un doctorat en cytologie (biologie cellulaire). Expert pour l'OMS, membre du conseil scientifique de l'INRA et du CNEVA, il joua un rôle majeur dans la création du collège européen de pathologie vétérinaire qu'il présida de 1999 à 2001. Passionné par les relations et les collaborations internationales, très attaché à ses racines méditerranéennes, André-Laurent Parodi fit rayonner l'ENVA et la recherche vétérinaire française bien au-delà des frontières.

Sa brillante carrière fut récompensée par de très nombreuses distinctions françaises et internationales. La plus belle reste cependant le souvenir laissé à ceux qu'il a croisés. Le Professeur Christophe Degeurce, actuel directeur de l'ENVA en témoigne : « Nos longues discussions, les anecdotes dont il me régalaient, ses analyses aussi précises que profondes, et bien évidemment l'homme bon et chaleureux qu'il était me manqueront énormément. »

Un compagnon, un ami

« Nous vivions dans un splendide isolement », racontait André-Laurent Parodi pour le livre anniversaire des 20 ans du Codev (L'invention partagée). L'ENVA défendait son implantation sur le site historique d'Alfort contre la volonté de délocalisation du Gouvernement. L'épisode révéla à l'École et son directeur l'importance de s'inscrire dans l'environnement Val-de-Marnais, autour des lignes de force de la santé et l'alimentation.

André-Laurent Parodi participa donc en 1994 aux « séminaires du samedi matin », ferments du Codev dont le Professeur fut bientôt un des membres fondateurs et resta jusqu'à récemment membre du comité exécutif. « Avec les personnes de grande qualité que j'ai rencontrées, j'ai fait en quelque sorte mon éducation à ces démarches collectives et aux politiques locales », se souvenait-il avec nostalgie. La nouvelle dynamique participe alors du renouveau de l'ENVA que conduit son directeur, et au développement sur le site d'un pôle dédié à la sécurité sanitaire et alimentaire, avec notamment l'installation de l'ANSES.

Du pôle Hygiène, Qualité, Santé des Aliments à la future de Cité de la gastronomie Paris-Rungis, André-Laurent Parodi a été au Codev du Val-de-Marne de toutes les aventures. La nécessité d'une mise en réseau des établissements d'enseignement et de recherche du département et la volonté de stimuler les débats au croisement des enjeux sociaux et scientifiques ont donné naissance aux Rencontres La Ville, la Vie, la Santé dans lesquelles il s'est particulièrement investi.

André-Laurent Parodi était un grand savant, rigoureux, curieux, animé d'une foi inébranlable dans le progrès et la démarche scientifique, quand bien même il constatait ces dernières années, avec une infinie tristesse, l'effondrement de la biodiversité et les menaces qui pèsent sur le vivant et le monde animal. Il fut un précurseur et un ardent promoteur du concept « One earth, one health », liant santé humaine, santé animale et plus globalement santé de notre planète, qui nourrira les échanges d'un 27e rendez-vous exceptionnel des Rencontres.

Entre 2000 et 2016, ses interventions en forme de conclusion des 26 précédentes éditions traduisaient son grand sens de l'écoute, l'acuité de sa pensée et l'élégance de son expression. Elles sont résumées dans ce document avec l'espoir de retenir sa voix, de se souvenir de la pointe de malice dont il savait épicer la rigueur et la pondération de ses propos.

Merci Monsieur le Professeur.

Trois chantiers

Projet d'un pôle Hygiène, Qualité et Sécurité des Aliments à Alfort, 1996

André-Laurent Parodi a pris l'initiative d'un groupe de travail œuvrant au sein du Codev à une nouvelle dynamique, forte du riche tissu économique val-de-marnais dans les domaines de l'agro-alimentaire, de la distribution des aliments et de la santé, et des atouts et ambitions de développement de l'École nationale vétérinaire d'Alfort. Le projet a été lancé en 1996 et le pôle Hygiène, Qualité et Sécurité des Aliments présenté au forum Transtech de Rungis les 10 et 11 décembre 1997.

Rencontres La Ville, la Vie, la Santé à Ivry-sur-Seine (hôpital Charles Foix), Villejuif (Gustave Roussy), Créteil, Arcueil et à Maisons-Alfort (ENVA), 2000-2016

Les pages suivantes donnent un aperçu de la richesse des Rencontres proposées à partir de 2000 par le Codev et présidées jusqu'en 2016 par André-Laurent Parodi, investi depuis la préparation des débats jusqu'à la publication des actes. Le choix des sujets se faisait en lien avec un comité éditorial auquel participèrent notamment Catherine Esnouf (Inra), Christian Fournier (Vice-Président du Conseil départemental), Geneviève Laroque (présidente de la Fondation nationale de gérontologie) et Daniel-Nicolas Laurent (ancien président de l'Université Paris-Est-Créteil). Depuis 2002, les débats sont animés par Jean Lebrun, producteur à Radio France.

Travaux et rapports du conseil scientifique, éducatif et culturel de la Cité de la gastronomie de Paris-Rungis, 2016-2018

« Paris-Rungis » a été retenu par l'État comme site d'accueil de l'une des cités de la gastronomie dans le cadre de l'inscription à l'Unesco du « repas gastronomique des Français » (thème de la 26e des Rencontres VVS). Sur le sujet des liens entre alimentation et santé, André-Laurent Parodi a pris part aux travaux initiés alors par Jean-Garcia Jimenez (responsable CGT, membre du Codev) au sein du Conseil consultatif des acteurs économiques, sociaux et culturels d'Orly Rungis – Seine Amont. La mise en œuvre du projet de Cité gastronomique a été portée par les collectivités locales, constituées en syndicat mixte présidé à sa création par Christian Hervy, alors maire de Chevilly-Larue, lequel a proposé au Codev d'animer un « conseil scientifique, éducatif et culturel ». André-Laurent Parodi a présidé ses travaux jusqu'à leur conclusion en 2018. L'ouverture de la Cité est désormais prévue en 2027.

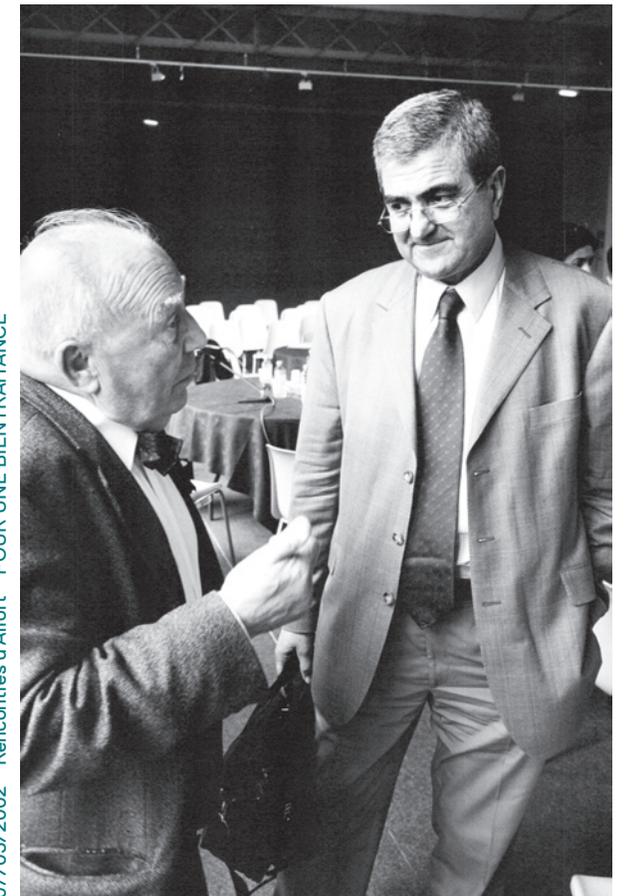


10/12/1997 Salon Transtech, inauguration du stand du pôle HQSA d'Alfort



08/02/2001 Rencontres de Créteil DES VILLES DE QUALITÉ

09/03/2000 Premières Rencontres la Ville, la Vie, la Santé à l'ENVA À GOÛTS SÛRS



07/03/2002 Rencontres d'Alfort POUR UNE BIEN-ÊTRE



27/03/2003 Rencontres d'Ivry VIEILLIR ENTOURÉ



13/10/2005 Rencontres d'Ivry VIEILLIR EN ÎLE-DE-FRANCE

06/03/2003 Rencontres d'Alfort AFFAIRES DE GOÛT

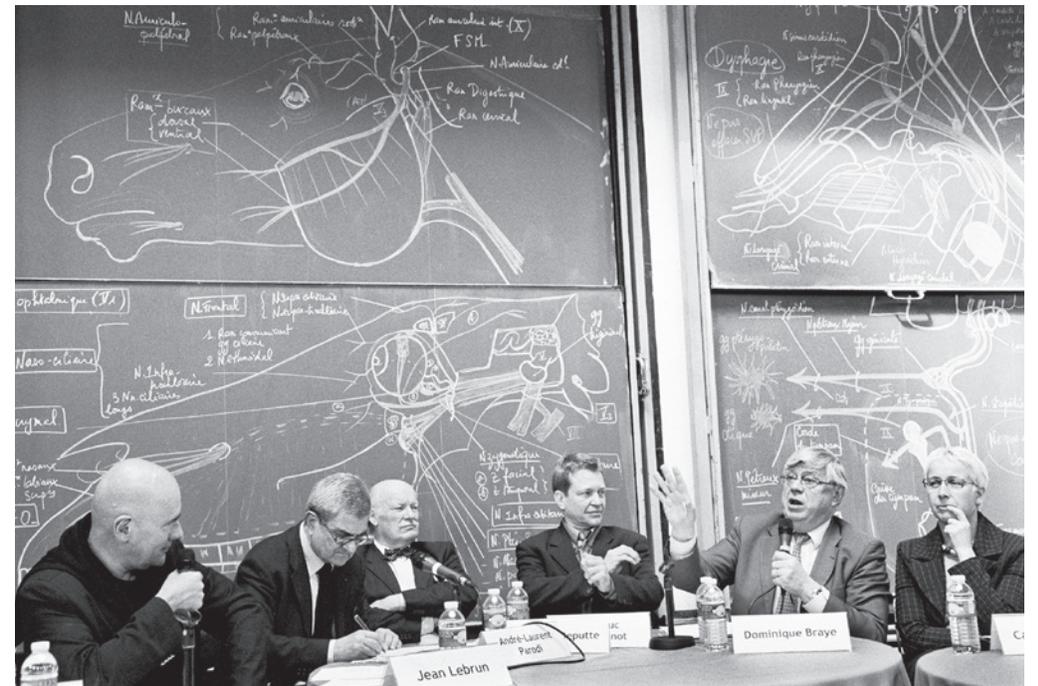


06/03/2003 Rencontres d'Alfort AFFAIRES DE GOÛT





16/03/2006 Rencontres d'Alfort VILLE ET RISQUES SANITAIRES



11/04/2008 Rencontres d'Alfort CHIEN MÉCHANT

23/11/2006 Rencontres d'Arcueil VILLE MOINS DENSE, VILLE PLUS HUMAINE ?





16/10/2009 Convention annuelle du Conseil de développement du Val-de-Marne



02/04/2009 Rencontres d'Alfort RECHERCHE VÉTÉRINAIRE ET RECHERCHE MÉDICALE



Retour sur 26 sessions des Rencontres La Ville, la Vie, la Santé 2000-2016



01/12/2010 Rencontres d'Alfort VILLE ET NATURE

30/11/2011 Rencontres d'Alfort MANGER (ENCORE) DE LA VIANDE ?





11/12/2014 20e assemblée du Conseil de développement du Val-de-Marne

14/04/2016 Rencontres d'Alfort LE REPAS DES FRANÇAIS



in LEBRUN

À GOÛTS SÛRS

Anticipation des crises alimentaires : entre doutes et responsabilités, apports scientifiques et enjeux économiques.

Le titre pouvait laisser penser que ce colloque serait consacré aux moyens permettant d'étouffer une crise avant son surgissement. Or les intervenants l'ont dit de façon très pédagogique : anticiper une crise alimentaire, c'est situer à sa vraie grandeur le danger susceptible d'apparaître. Le scientifique est à cet égard un des protagonistes, mais il lui est aussi demandé de savoir communiquer, exercice inhabituel et périlleux. Quant au principe de précaution, il s'apparente à une attitude de prudence dans un climat d'incertitude scientifique. Mais une attitude temporaire : dans le cas contraire, le principe serait un redoutable facteur d'immobilisme. **ANDRÉ-LAURENT PARODI**

Interventions

Nous parlons de « crise alimentaire », mais au vu du faible impact réel des dernières crises (morbidity, mortalité), c'est plutôt d'une crise de confiance dans l'alimentation qu'il s'agit.

FRANÇOIS-HENRI BOLNOT, conseiller scientifique de la Ville de Paris pour la restauration scolaire, vétérinaire biologiste en chef du service de santé des armées

En tant qu'omnivores, nous observons une prudence innée à l'égard des aliments. Nous entendons souvent parler de la nécessité de restaurer la confiance du consommateur. Mais a-t-elle jamais existé ?

CLAUDE FISCHLER, sociologue, directeur de recherche au CNRS, auteur notamment de *Pensée magique et alimentation d'aujourd'hui*

C'est la mise en commun des connaissances, à l'écart des différentes écoles de pensée, qui donne lieu à un avis scientifique indépendant.

MONIQUE ÉLOI, directrice adjointe de l'AFSSA

Les consommateurs confondent produit naturel et produit sain. L'idée selon laquelle le naturel est forcément sain va à l'encontre de tout le savoir-faire que l'homme a accumulé en production agricole et industrielle.

JEAN-FRANÇOIS MOLLE, chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts

LONGUES VIES

Allongement de la vie et développement économique.

Longévité et santé, activité et retraite, offres de services et nouveau marché.

Par l'organisation de Rencontres annuelles pluridisciplinaires sur l'allongement de la vie, nous avons souhaité conforter le projet de création à l'hôpital Charles-Foix d'un centre de recherche et de formation sur l'avancée en âge.

Notre thème – aujourd'hui hors du champ médical – a traduit la volonté de considérer l'allongement de la vie comme un domaine de développement du Val-de-Marne, riche de nombreux centres de recherche sur les sciences du vivant. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Le problème du vieillissement est longtemps resté confiné dans un cercle spécialisé alors qu'il est en train d'irriguer notre évolution sociale, politique et économique.

FRANCIS IDRAC, Préfet du Val-de-Marne, 1996-2000

Contrairement à l'imaginaire collectif, la fonction intellectuelle est généralement la mieux préservée lors de l'avancée en âge, à la différence de la vision ou de l'audition.

FRANÇOIS PIETTE, Président du Comité Consultatif Médical de l'Hôpital Charles-Foix

Certes, l'accompagnement des personnes dépendantes est de plus en plus coûteux et compliqué, mais malgré l'allongement de la durée de vie, la période de dépendance ne s'accroît pas.

CHRISTIAN FOURNIER, vice-président du Conseil Général du Val-de-Marne en charge de l'aide sociale aux personnes âgées et handicapées

On perçoit désormais les services aux personnes âgées comme un gisement d'emplois. Mais on les considère toujours comme des petits boulots ponctuels réservés aux femmes.

GENEVIÈVE FAVROT-LAURENS, sociologue

DES ANIMAUX TRÈS URBAINS

Quelle place pour l'animal de compagnie ? Qui sont-ils ?

Pourquoi posséder un animal ? Lien social, risques, propreté...

La France est le pays le plus peuplé d'animaux de compagnie. Chiens, chats, oiseaux, auxquels s'ajoutent de nouveaux compagnons : rongeurs, reptiles ou poissons. Nous avons évoqué les raisons de cet engouement, les risques qui éventuellement en découlent et la réponse réglementaire apportée. Le trio constitué par les élus, les animaux de compagnie et leurs propriétaires n'est pas facile à gérer ! Le débat qui a opposé éducation et répression a été très instructif. Il n'est pas étonnant que la faveur des décideurs politiques aille vers plus de prévention et d'éducation. Nos échanges vont dans le sens d'une valorisation du travail de chacun. La répression ne devrait exister que pour valoriser le civisme et accorder une certaine reconnaissance à ceux qui en font preuve.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

L'animal est une sorte de lubrifiant social. Il tisse des liens entre les générations, les populations. L'animal de compagnie fait résonner notre part d'animalité. Il ne juge pas, il aime.

JEAN-LUC VUILLEMOT, secrétaire général de l'Association française de recherche et d'information sur l'animal de compagnie (AFIRAC)

En 1721, le premier arrêté « municipal » rendu à Versailles concernait les chiens et leurs déjections. Le problème de l'hygiène publique et de la voirie est donc vieux de trois siècles !

GÉRARD LARCHER, docteur vétérinaire, Président du Sénat de 2008 à 2011 et depuis 2014

Au début du siècle, une race de chiens a été créée à Paris : le bouledogue français. Il était élevé par les bandes pour l'attaque, la défense et les combats. Aujourd'hui ce chien ne représente aucun danger. Qui voudrait l'interdire ?

JEAN-MICHEL MICHAUX, conseiller délégué à la vie animalière de la Ville de Paris, Maître de conférence à l'ENVA

Ne sous-estimons pas l'effet des modes en matière de nouveaux animaux de compagnie. Exemple typique, le chien de prairie dont l'interdiction d'importation a été prise après une étude montrant un risque de transmission de la peste bubonique.

NATHALIE MELIK, Chef du Bureau de la protection animale du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

DES CITADINS D'EXPÉRIENCE

Mieux vieillir en ville. Différents âges et multiples situations.
Mobilité, logement... l'enjeu de l'autonomie.

La richesse des interventions et des débats a montré une opposition, ou une distance, entre d'une part la recherche d'un schéma simple, d'une réponse unique aux questions posées, et d'autre part la réalité. Seniors, 3e âge, 4e âge ?... À cette palette sémantique se conjugue une diversité de situations, selon les villes et les quartiers, centres, faubourgs ou cités. Bien sûr, nous n'avons pas affaire à un troupeau, mais à des individus, avec leur sensibilité, leur passé. À l'injonction « laissez-les vivre ! » nous avons toutefois combiné la possibilité de mieux vivre, considérant tout particulièrement qu'il ne peut y avoir de maintien de l'activité sociale sans une adaptation de la ville. L'accessibilité constitue un préalable à la capacité de participer. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Quoi de commun entre le jeune retraité qui aspire à faire ce qu'il n'a jamais pu, être libre de son temps et, s'il en a les moyens, découvrir le monde, et une personne dépendante ? L'âge est-il d'ailleurs le seul critère à retenir ?

PIERRE GOSNAT, maire d'Ivry-sur-Seine entre 1998 et 2015

L'autonomie n'est pas une question médicale et matérielle : c'est aussi une nouvelle problématique de la liberté, une continuité de soi à vivre.

BERNARD MICHAUX, philosophe, ancien professeur de khâgne au lycée Henri-IV

C'est parce que la curiosité en direction des autres diminue que les personnes âgées déclinent. Satisfaire les besoins évidents est certes une bonne chose, mais il faut aussi des actions qui maintiennent ou développent la curiosité.

DANIEL-NICOLAS LAURENT, universitaire, conseiller scientifique du Conseil de développement du Val-de-Marne

Les ateliers les plus courus de notre université sont les ateliers de langue. Les personnes âgées veulent comprendre les autres populations et éventuellement voyager à l'étranger.

JEANINE PASCHE, secrétaire générale de l'Université Inter-Âges, Créteil

DES VILLES DE QUALITÉ

Le développement économique et territorial par la protection de l'environnement.

Freins, handicaps... avons-nous dit, péchant par une forme de parallèle entre environnement et économie. L'environnement représente bien davantage. Malgré cette vision au départ un peu limitée, nous avons constaté que l'environnement est l'un des facteurs essentiels d'une bonne qualité de vie dans nos milieux urbains. En termes d'agrément, mais également de santé publique, et y compris au contact d'activités industrielles. Il existe une démarche a posteriori correspondant à la recherche de remèdes à des dommages antérieurs. Et une démarche a priori pour laquelle la participation des citoyens et des associations aux décisions s'affirme désormais incontournable. L'intervention citoyenne doit être permanente et se produire très en amont. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

L'objectif est de créer un cercle vertueux entre le développement économique classique et celui fondé sur la qualité de l'environnement, dont l'impact est beaucoup plus large.

DANIEL BÉHAR, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris

L'environnement considéré comme une constante se révèle peu coûteux. Le corrigé après coup sert à réparer les erreurs du passé, mais la prévention apparaît comme la meilleure solution.

MARIE-ODILE GUTH, Inspectrice Générale au ministère de l'Écologie

En France, nous traitons l'environnement soit en parlant d'urbanisme, soit en parlant d'industrie, soit en parlant d'écologie et de politique. Aucune approche globale n'est prévue.

GILLES CARLI, conseiller technologique, CRITT Chimie Environnement, Île-de-France

Nous sommes confrontés à un véritable problème de démocratie. En effet, à partir du moment où l'on fait participer la population à l'élaboration d'un diagnostic, le projet doit être pris très en amont.

ÉLIANE ROBIN, maire adjointe de la ville de Montreuil

POUR UNE BIEN-TRAITANCE

Santé et bien-être des animaux de production. Qu'est-ce que le bien-être animal, quel respect, quelles propositions face aux impératifs économiques ?

Alors que les espèces animales dites de compagnie jouissent depuis longtemps d'un statut privilégié, le sentiment compassionnel vis à vis de l'animal de production est d'apparition plus récente, même si nous avons vu que des nuances s'imposent. Le fait nouveau est sans doute le large écho que ces préoccupations trouvent auprès du public. Passées ces considérations somme toute consensuelles, nous nous sommes heurtés à la question plus triviale du coût du bien-être animal. Je suis convaincu qu'il nous appartient à nous consommateurs d'assumer cette dépense : il s'agit du prix de la cohérence citoyenne.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

La loi reconnaît la sensibilité de l'animal. Si la société ne peut pas ne pas utiliser des animaux, elle se doit de veiller à leur bien-être. Les respecter, c'est aussi préserver une certaine forme d'harmonie avec la nature et l'environnement.

MICHEL HERBILLON, maire de Maisons-Alfort entre 1992 et 2017, député du Val-de-Marne depuis 1997

Les préoccupations varient tant d'un point de vue historique que géographique. Le lapin, que les Anglais aiment comme animal de compagnie, peut être aussi un animal de laboratoire ou un animal nuisible, gibier emblématique en Australie.

MARC SAVEY, Directeur de la santé animale et du bien-être des animaux, AFSSA

L'élevage intensif n'a pas été mis en place uniquement pour le profit des éleveurs, mais également pour répondre à la nécessité de nourrir à des prix abordables une population de plus en plus nombreuse.

ROBERT MORAILLON, directeur de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA) entre 1998 et 2003

Cette question ne doit pas engendrer que des considérations techniques, mais également faire partie d'une interrogation sur le Bien et le Mal. Le parcours historique et philosophique du bien-être animal me semble essentiel.

FLORENCE BURGAT, philosophe, directrice de recherche à l'INRA

ÂGE ET CITOYENNETÉ

Vieillesse et participation. Entre projet de vie et citoyenneté, comment favoriser la participation à la vie de la cité ?

Fallait-il distinguer retraités et personnes âgées ? S'il n'y a pas matière à clivage, avons-nous répondu, il y a d'un côté une rupture et de l'autre un processus continu. Quoi qu'il en soit, les réponses ne peuvent être univoques car il y a autant de personnes âgées, de retraités, que d'individus. Quelle doit être l'attitude de la cité, quel parti peut-elle tirer d'une meilleure participation ? Si l'investissement, les responsabilités, ne surgissent pas à la venue de la retraite mais résultent d'un parcours de vie, le déficit de structures sociales et médicales propres à maintenir la participation a été souligné. Il a été noté à ce propos un paradoxe : la jeunesse reconnaît que les personnes âgées sont porteuses d'une mémoire et d'une sagesse précieuses tout en étant pressée de les voir quitter la scène.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Notre slogan : « La vie c'est jusqu'au bout. » Ce qui est important pour une personne âgée, c'est précisément de ne pas cesser d'être une personne. On est toujours vivant et on l'est d'une manière différente.

CHRISTIAN ROBERT, directeur artistique du mouvement « La Flamboyance »

Les personnes très âgées sont de plus en plus nombreuses. Les médecins sont donc confrontés à des situations qu'ils ne connaissaient pas, notamment des situations de polyopathologies.

FLORENCE MAHIEUX-LAURENT, neurologue, hôpital Charles-Foix

Il existe un large éventail de possibilités (ou d'impossibilités) en fonction des ressources de chacun. Beaucoup de retraités et de veuves de retraités vivent en deçà du seuil de pauvreté.

GEORGES GRULOIS, Président de l'UCR-CGC, membre du Conseil national des retraités et personnes âgées

Les projets efficaces ne sont pas forcément les plus ambitieux. D'une enquête sur leurs besoins, il est ressorti que les personnes âgées ont des demandes simples : la proximité de banques et d'espaces verts en particulier.

ANNE LATTY, chargée d'études à l'Observatoire de l'action sociale décentralisée

L'HÔPITAL DANS LA VILLE

Nouvelles organisations hospitalières et impact urbain.

Le Val-de-Marne est l'un des principaux départements hospitaliers de France. Si l'hôpital demeure, par vocation, un centre de soins, de formation et de recherche, il apparaît trop souvent comme une structure isolée. Serait-ce une réminiscence des Charités, des hôtels-Dieu, ces mouiroirs recueillant les déshérités ? Faut-il y voir, au contraire, une volonté délibérée des soignants en demande de tranquillité pour exercer leur mission ? La réflexion sur les interactions doit considérer différents cercles qui se recoupent parfois difficilement : le médical, le sanitaire ou l'administratif. De plus, il paraît nécessaire de confier une place de plus en plus grande à la médecine libérale et de souligner le rôle prépondérant de l'utilisateur (en bonne santé ou patient) ainsi que la présence croissante des associations et le rôle des élus locaux dans une institution de plus en plus investie d'une fonction sociale. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

J'ai souvent l'habitude de comparer l'hôpital à un orchestre : la manière dont un orchestre interprète ensemble un même morceau peut servir de modèle pour une société qui tend à perdre ses repères de solidarité.

THOMAS TURSZ, oncologue, directeur de Gustave Roussy entre 1994 et 2010

L'ouverture de l'hôpital sur la ville est une problématique importante. De la même manière que nous travaillons à désenclaver les quartiers, il est essentiel que les hôpitaux ne soient pas des forteresses : l'hôpital doit être le lieu de la transparence.

CLAUDINE CORDILLOT, maire de Villejuif entre 1999 et 2014

Longtemps, la priorité a consisté à réduire l'espace en construisant des hôpitaux-tours, des hôpitaux-blocs. L'architecture hospitalière se fonde désormais plutôt sur le gain de temps. Les hôpitaux ressemblent moins à des hôtels, de plus en plus à des halls d'aéroport intégrant des lieux très spécialisés.

JEAN DE KERVASDOUÉ, ancien titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire National des Arts et Métiers

Pendant plus de deux siècles, les territoires de la banlieue parisienne ont servi au développement de Paris, qui s'est débarrassé de structures comme les cimetières et les hôpitaux. Tout a toujours été décidé sans prendre en compte l'avis des collectivités locales d'implantation.

JEAN-YVES LE BOUILLONNEC, maire de Cachan entre 1998 et 2018

27/02/2003 Villejuif

AFFAIRES DE GOÛT

Le goût, exigence de qualité ou argument publicitaire ?

Nos débats ont confirmé les propos de Brillat-Savarin qui goûtait moins bien lorsqu'il était enrhumé et qui, en outre, s'interrogeait sur l'indigence du vocabulaire gustatif. Le goût est probablement le sens le plus complexe et le plus raffiné, reposant sur une multiplicité de récepteurs, de voies afférentes, mais aussi sur une base génétique. Un ensemble de facteurs – la culture, la société, la famille, l'expérience personnelle – contribue en outre à modeler l'infinie diversité des goûts. Nous avons vu par ailleurs comment notre alimentation s'améliore sans que la sécurité alimentaire menace forcément la qualité gustative. Le marketing doit à cet égard jongler avec la triple exigence de plaisir, de sécurité et de qualité diététique. Enfin, il a été souligné que c'est toujours le consommateur qui a le dernier mot. Lors de cette rencontre des plus réussies, nos invités nous ont, si cela s'avérait nécessaire, donné le goût du Goût !

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Chacun possède un équipement en chimio-récepteurs qui le particularise et lui fait ressentir les goûts singulièrement. C'est une question d'intensité, mais aussi de qualité ou de nature. Des molécules chimiques sont perçues sucrées par les uns et amères par les autres.

ANNICK FAURION, chargée de recherche au CNRS

Trop de produits sont muets, n'ont pas de goût. L'examen sensoriel conduit à chercher les mots pour exprimer les stimulations procurées qui constituent le contenu émotionnel du produit. Sa valeur correspond donc au nombre et à la force des mots utilisés pour traduire cette émotion.

JACQUES PUISAIS, philosophe, biologiste, œnologue, surnommé « le pape du goût »

Le fait de manger est un acte vital, qui s'impose dès la première minute de l'arrivée au monde, et qui place immédiatement le bébé dans une absolue dépendance vis-à-vis d'autrui. Manger s'inscrit dans un contexte relationnel et affectif.

MATTY CHIVA, professeur de psychologie, pendant vingt ans vice-président de l'Institut français du goût

En tant qu'industriel, je fabrique du goût. Mais la première manipulation du goût, c'est la cuisine, qui vise à transformer des goûts, à les mettre en cohérence. Nous avons parlé des produits de terroir, mais n'oublions pas l'alimentation industrielle, dont il faut se préoccuper de la qualité.

DOMINIQUE VIAL dirigeant du groupe Bio Springer jusqu'en 2012

06/03/2003 Maisons-Alfort

VIEILLIR ENTOURÉ

Vivre, accompagner et travailler auprès des personnes âgées.

Nous avons mesuré la difficulté à établir le profil exact d'une personne âgée. Notre perception est inséparable de la confusion qui existe dans nos sociétés entre la fin de la vie active et le grand âge. Nous avons par ailleurs observé la multiplicité des situations à laquelle correspond une grande variété de structures et d'intervenants. Sans oublier les familles, parfois en souffrance. Les témoignages des acteurs de la prise en charge se sont avérés extrêmement pessimistes : emplois peu attractifs, déficit de formation, métiers en perte de sens... Si la problématique n'est pas nouvelle, notre mode de vie crée un décalage entre la société active et les personnes âgées.

Leur accompagnement nécessite à tous points de vue une véritable reconnaissance, et nous ne pourrions pas faire l'économie d'une réflexion sur le besoin d'un financement national. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

On a longtemps pensé en termes de dépendance. Or je crois qu'il faut changer de logique et se dire que vieillir, c'est conserver l'autonomie que nous avons cherché à conquérir tout au long de la vie.

BRUNO HUISMAN, professeur de philosophie, maire de Valmondois depuis 1995

Sommes-nous dans une société où le vieux reste un individu doté des mêmes droits que n'importe quelle personne, ou allons-nous l'en priver pour des raisons pseudo compassionnelles ?

GENEVIÈVE LAROQUE, présidente de la Fondation Nationale de Gérontologie (FNG) de 1991 à 2012

Tant que ces métiers ne seront pas valorisés, ils ne pourront pas attirer de nouvelles recrues. En outre, il est nécessaire que les institutions ne soient pas cloisonnées, mais tissent des liens avec les familles, les associations...

ISABELLE LESAGE, directrice d'établissement hospitalier (de l'Hôpital Bretonneau jusqu'en 2003)

Il ne s'agit plus de stagnation mais de régression. Dans mon établissement, j'envisage par exemple de fermer l'accueil temporaire, qui existe depuis de nombreuses années, afin de pouvoir m'occuper correctement des résidents permanents.

IRÈNE SIPOS, directrice de maison de retraite

UN HÔPITAL « URBAIN » ?

La fonction sociale de l'hôpital dans son environnement urbain.

Lors d'une précédente réunion, nous avons ouvert la réflexion sur le rôle humanitaire de l'hôpital en dehors de ses vocations primitives. Nous l'avons poursuivie autour de la contradiction inhérente entre les missions de soins et les missions sociales, pour lesquelles le personnel serait de surcroît insuffisamment formé. Bien que les vocations ne se rejoignent pas nécessairement, la diversité des missions enjoint cependant l'hôpital à associer plus étroitement le corps médical, le personnel soignant, les gestionnaires, les politiques et les représentants des associations. Au terme de cette matinée, nous n'avons certes pas résolu les difficultés, mais nous avons pu identifier un certain nombre de remèdes : une meilleure communication, la volonté commune d'aller de l'avant et une meilleure coordination entre les différents services organisationnels et décisionnaires. Notre table ronde a opéré un petit pas en ce sens. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Plus l'hôpital a une compétence technique, plus il se hérisse. On ne peut pas être en même temps obsédé par l'hygiène hospitalière, par des tâches précises, techniques, et être disponible à la rumeur du monde.

DIDIER SICARD, Président du Comité consultatif national d'éthique entre 1999 et 2008

L'hôpital doit progresser en matière sociale. Certes il doit accomplir une mission technologique de pointe, mais il doit également être fier quand il parvient à développer un secteur social.

RENÉ MORNEUX, doyen honoraire de la faculté de médecine de Lyon

L'hôpital a un rôle social, mais il ne faut pas croire que l'on peut tout mélanger au sein d'une même structure. L'hôpital a avant tout pour vocation de soigner les malades.

MAURICE TUBIANA, Président honoraire de l'Académie nationale de Médecine

Nos incursions dans le domaine social nous permettent non pas d'accomplir une tâche sociale, mais plutôt d'aider les acteurs sociaux dans leur travail en mettant à leur disposition nos compétences, nos connaissances médicales.

DOMINIQUE DE WILDE, directrice des hôpitaux Charles Foix-Jean Rostand entre 2003 et 2009

DES GOÛTS ET DES COULEURS

Les modes alimentaires. Comportements alimentaires, impacts nutritionnels et incidences économiques.

Le terme de mode est ici à la fois le *modus* latin, la manière d'être et de se comporter, et la mode, engouement passager plus ou moins extensif. L'alimentaire procède de ces phénomènes parfois irrationnels et hédonistes qui s'originent dans une multiplicité d'événements. Ont été ainsi rappelés la pénurie ou l'abondance, l'exotisme, la santé ou le mercantilisme. Nous avons aussi évoqué des bases scientifiques montrant que les phénomènes de mode n'excluaient pas la sécurité alimentaire, ce qui est plutôt rassurant. Et qu'en est-il de la démarche industrielle et commerciale ? Entre la rigueur scientifique et le pragmatisme commercial, les messages percutants de la publicité masquent en tout cas le déficit de certitudes. Les valeurs essentielles de nos traditions culturelles et de notre culture gastronomique ont malgré ces méandres et ces fluctuations la vie dure, et je m'en félicite !

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

En apprenant à manger, dans des actes d'une extrême simplicité, un enfant voit son corps incrémenté aux rythmes de la société et incorpore le sens du beau, du propre ou du sale. Il comprend alors comment l'alimentation contribue à tisser du lien.

JEAN-PIERRE POULAIN, sociologue, maître de conférences, université de Toulouse-Le Mirail

Le modèle crétois a relancé l'huile d'olive qui, il y a quelques siècles encore, n'était pas consommée par les Anglo-Saxons. Produite en Provence, elle voyageait dans des outres, au point que les Anglais se servaient de l'huile d'olive pour décrire la couleur marron !

MADELEINE FERRIÈRES, professeur des universités, spécialiste de l'histoire de l'alimentation, université d'Avignon

Libérés des grandes préoccupations alimentaires, nous devrions connaître l'insouciance, le bonheur. Or mieux nous nous portons, plus nous éprouvons le besoin de nous sentir mal. Et il se trouve toujours des médecins pour répondre de manière simpliste au désarroi du mangeur moderne.

ARNAUD BASDEVANT, chef du service de nutrition, Hôtel-Dieu de Paris

Lorsque la nutrition devient une obsession, l'individu ne peut plus s'alimenter et ne sait plus où il en est. Il faut donc réapprendre à s'alimenter.

JEAN-PAUL LAPLACE, président de l'Institut français pour la nutrition

L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE

L'animal « partenaire » de la recherche ? Animalité et humanité, réglementation et éthique.

À propos d'un sujet source de grandes tensions, notre titre a pu paraître provocateur. Il souligne le lien entre l'animal et le progrès de la recherche. Le ton et la richesse de nos débats ont été remarquables. Nous avons reconnu la position singulière de l'être humain dans le règne animal : il détient la conscience, le sens de la morale et dit le droit. À ce titre, il doit aussi s'imposer des devoirs dans sa relation à l'animal. La majeure partie des débats a donc porté sur l'évolution des gestes, des mentalités et des pratiques de la recherche. En conclusion, je constate les progrès considérables accomplis dans la conduite de l'expérimentation animale. Des progrès clairement inspirés par l'évolution des mentalités, elle-même favorisée par les structures de concertation et d'échange entre partenaires. La réglementation, par ailleurs, s'efforce de répondre aux préoccupations de tous. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Dans la jungle, si un homme et un tigre s'affrontent, nous devons privilégier le droit de l'homme. Dans la recherche scientifique, le conflit oppose un impératif des droits de l'homme à la santé à la volonté de l'homme, en tant qu'être moral, de préserver l'animal.

GEORGES CHAPOUTHIER, Biologiste, philosophe, directeur de recherches, CNRS

Le fossé est immense entre le public et le monde de la recherche. Nous avons des devoirs envers l'animal, reconnu comme un être sensible. Le dialogue doit passer par une information mesurée et sincère.

ANNE-MARIE HASSON, Présidente, Confédération nationale des SPA de France

À plaider l'absence d'utilisation d'animaux, nous aurons des produits qui déclencheront des réactions sur l'animal que nous sommes. Je ne pense pas qu'une société, au nom d'un dogme, puisse négliger la sécurité de ses ressortissants.

BERNARD ANDRIEUX, Chargé de mission, ministère délégué à la Recherche, Secrétaire de la commission de l'expérimentation animale

Le problème ne réside pas dans la cruauté de l'homme. Les expérimentateurs ne sont pas plus cruels que les autres. Le problème principal, à mon sens, réside dans l'indifférence et la routine.

CLAUDE MILHAUD, Secrétaire général, Académie vétérinaire de France

VIEILLIR EN ÎLE-DE-FRANCE

Une situation singulière ? Des réponses adaptées ?
Démographie, âge et vieillissement, biologie et vie sociale.

C'est la cinquième réunion autour de cette thématique et l'occasion d'un coup de projecteur sur l'hôpital Charles-Foix, appelé à jouer un rôle éminent en gérontologie, hôpital où nous avons obtenu, le Codev et nos Rencontres, le lancement de la construction d'un centre de recherche et de développement sur l'allongement de la vie. Après avoir décliné les problèmes sociaux, économiques, les problèmes d'urbanisme, nous voulions porter un regard spécifique sur les conditions qui accompagnent le vieillissement ou en tout cas la vie des seniors en Île-de-France. L'isolement est certes aggravé par la concentration urbaine, mais nous avons constaté qu'il n'existe pas de particularisme régional, mais entre les communes de grandes hétérogénéités, démographiques, urbaines, sociales et sanitaires – notamment en matière épidémiologique. Sans oublier l'investissement des collectivités en termes de mobilité ou encore de logement. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

La plupart des personnes âgées ne sont pas vieilles. Des problèmes surgissent à l'approche de la mort, parfois plus tôt, problèmes de mobilité, de vision, etc. Nommons ces problèmes au lieu de dire qu'il s'agit de problèmes de vieillesse.

HERVÉ LE BRAS, directeur du laboratoire de démographie historique, CNRS-EHESS

La vie de demain n'aura pas le même sens selon que vous êtes cadre supérieur avec deux revenus, deux retraites à taux plein ou que vous êtes immigré, vivant dans le parc social, etc.

PHILIPPE LOUCHART, chargé d'études, IAURIF

Lorsque l'on pose la question du transport en commun ou de toutes les conditions de vie des personnes âgées, il nous faut avoir en arrière-plan le fait qu'il s'agit de la même vie, mais toujours un peu plus compliquée.

FRANCINE BAVAY, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France en charge entre 2004 et 2010 du développement social, de l'économie solidaire, de la santé et du handicap

Des personnes âgées participent à la vie sociale, d'autres sont de plus en plus isolées. Voyez lors de la canicule. C'est une difficulté que l'on ressent par exemple avec la télé-alarme. Beaucoup de personnes appellent simplement pour pouvoir parler à quelqu'un.

CHRISTIAN FOURNIER, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne en charge des personnes âgées et handicapées

13/10/2005 Ivry-sur-Seine

VILLE ET RISQUES SANITAIRES

Appréciation du risque, politiques locales de prévention :
l'exemple de la grippe aviaire.

Nous avons opéré une distinction, remarquant que le risque perçu est plus mobilisateur, car il génère davantage d'émotion que le risque réel. Nous manquons aussi encore cruellement de bases scientifiques, en particulier en matière d'épidémiologie, laissant largement la porte ouverte à l'émotion et à l'inquiétude. Nous devons faire avec, comme avec l'information désormais omniprésente, génératrice de risque par sa surabondance et son caractère itératif. L'action du gouvernement est binaire : il s'agit de rassurer le public autant que faire se peut, mais aussi de prévoir en termes concrets l'émergence d'une pandémie. Nous avons vu à ce sujet que les scientifiques sont capables d'échafauder des formules relativement performantes à partir de modèles antérieurs. C'est un élément d'ancrage.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Comment voit-on venir un certain nombre de risques, en particulier infectieux, qui ne connaissent pas de frontières ? Il faut que nous soyons capables de les surveiller ici et de les surveiller là bas.

GILLES BRUCKER, médecin épidémiologiste

Des pandémies feront des dégâts, c'est probable et même certain, sans qu'on puisse aujourd'hui les prévoir.

On balbutie, parce que nulle part on a mis les investissements qui correspondraient à ce que l'on est en droit d'attendre.

ANTOINE FLAHAUT, médecin épidémiologiste, professeur de santé publique à l'université de Genève

Il y a d'un côté le Chikungunya, soit un risque avéré, des centaines de milliers de personnes malades. Et de l'autre côté la pandémie, peut-être possible, un jour, du H5N1 (ou d'un autre virus, on ne sait pas) à propos duquel on nous a rabattu les oreilles.

BARBARA DUFOUR, professeur de maladies contagieuses et d'épidémiologie à l'ENVA

Un public mieux informé est préférable à un public moins informé, mais toutes les enquêtes montrent que les réactions, les comportements du public face au risque, ne sont pas dépendantes du niveau de connaissance qu'ils possèdent.

MICHEL SETBON, sociologue de la santé

16/03/2006 Maisons-Alfort

VILLE MOINS DENSE, VILLE PLUS HUMAINE ?

Définition, aspirations, marché, coûts et vision stratégique.

La phase d'élaboration du Schéma directeur d'Ile-de-France s'achève actuellement. Notre thème lui fait écho sur un registre interrogatif. La notion de densité est régulièrement source d'incompréhension. La densité est quantitative. Elle est également qualitative, intimement liée dans les débats à la qualité de vie. Le coût est un des premiers facteurs d'orientation. Il n'est pas strictement arithmétique : les coûts de l'investisseur, du bâtisseur, ne sont pas les mêmes que ceux que prend en compte l' élu, qui doit intégrer les équipements publics et l'offre de transports. L'emploi aura été omniprésent dans ce débat. Les ressources financières qu'il procure, mais aussi la demande de proximité entre habitat et lieu de travail. Le choix est schématiquement entre densification et étalement urbain, mais nous disposons aussi de solutions intermédiaires avec de nouveaux pôles de densité pouvant émailler le territoire régional. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Les chercheurs parlent de compacité de la ville, opposée au concept d'étalement. La compacité exprime l'accessibilité des ressources de la ville : emploi, écoles, transports, culture, loisirs, consommation. Plus proches et plus accessibles dans une ville compacte.

JEAN-CLAUDE DRIANT, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris (université Paris XII-Val-de-Marne)

La densité est beaucoup plus difficile et coûteuse à gérer, en investissements comme en exploitation, et l'erreur urbanistique y est fatale. Dans une zone à faible densité, après quelques années, la végétation dissimule la médiocrité.

ÉDOUARD DARKANIAN, vice-président d'Architecture et maîtres d'ouvrage

Construite en périphérie lointaine, la maison est en effet moins chère. Mais le développement durable exige que les flux, les infrastructures, les réseaux de la voirie... soient maîtrisés. Impossible de soutenir que la densité est plus chère que l'étalement urbain !

CRISTINA CONRAD-EYBESFELD, présidente en 2006 du conseil régional de l'Ordre des architectes d'Ile-de-France (Croaif)

La volonté politique de permettre aux familles à revenus modestes de vivre aux portes de Paris constitue pour moi la première responsabilité de la puissance publique. Le marché n'a pas besoin d'être soutenu : il fonctionne très bien... pour aggraver les inégalités.

PATRICIA TORDJMAN, maire de Gentilly

LE VIEILLISSEMENT, UNE CHANCE POUR NOTRE SOCIÉTÉ ?

Réalités démographiques et sociales, aspirations et discriminations.

D'un socle quantitatif, démographique et économique, nous avons développé dans un second temps une approche remplaçant la notion d'utilité par celle de dignité. L'analyse de la situation a montré que la société dans laquelle nous baignons motive les jugements que nous portons sur les personnes âgées. Notre société est habitée par la recherche de la vitesse, de la rentabilité, de la mobilité, qui donnent une image forcément dévaluée de la personne âgée. Nous sommes dans une société âgiste – je trouve le terme excellent en ce qu'il évoque une discrimination apparentée au racisme. C'est donc à un constat bien pessimiste que nous sommes parvenus. Les remèdes aux maux dont nous souffrons ont été plus difficiles à énoncer. Cependant, l'effet de miroir propose un remède quasi-automatique. Entourés de personnes âgées, les jeunes prennent conscience de leur vieillissement à venir, sont soumis à une sorte d'apprentissage forcé de l'éthique. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

En 1806, l'espérance de vie à la naissance s'élevait à 33 ans. Aujourd'hui, elle dépasse les 82 ans pour les femmes. Nous avons gagné plus d'une vie en deux siècles, et une trentaine d'années en un siècle.

MARC MOUSLI, prospectiviste chercheur au LIPSOR (CNAM)

Notre société, très jeuniste, colporte des stéréotypes qui, in fine, font la vieillesse. Si vous passez 60 ans de votre vie à vous dire que les vieux sont des cons, vous vous donnez le maximum de chances d'être un vieux con.

JÉRÔME PELLISSIER, écrivain, chercheur en psycho-gérontologie

Ce n'est pas tant le vieillissement comme chance pour la société que le bien-vieillir en tant qu'enjeu fort pour la société de demain qui doit nous arrêter aujourd'hui.

ÉDITH HEURGON, prospectiviste, directrice du centre culturel international de Cerisy-la-Salle

Voici un siècle des gens regardaient les Noirs comme des animaux. J'entends aujourd'hui des visiteurs de mes établissements m'expliquer qu'un vieux est un légume. En termes de progrès de l'humanité, je ne suis pas saisi par l'ampleur du chemin parcouru !

PASCAL CHAMPVERT, président de l'Association des Directeurs au service des Personnes Âgées (AD-PA)

L'APPROVISIONNEMENT DES MÉTROPOLIS

Les halles de Paris, le MIN de Rungis... et demain ?

Le thème d'aujourd'hui a recentré nos rencontres autour du Val-de-Marne et précisément du MIN de Rungis. L'état des lieux nous a confrontés à des chiffres impressionnants et nous a rappelé que l'approvisionnement alimentaire a désormais pour pré-requis la sécurité et la traçabilité. Depuis les années 1960, le MIN a su s'adapter et le devra encore pour maintenir la plate-forme du commerce de gros. Cette adaptation, qui s'opère tous les vingt ans, a commencé avec la délocalisation des Halles de Paris, puis avec la modernisation des règles sanitaires. Enfin, devons-nous toujours nous orienter dans le sens de la satisfaction des consommateurs ou de la création de besoins ? La préservation de l'environnement s'est invitée dans notre débat. Trouver des melons au mois de février ne relève pas en effet d'une nécessité absolue.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Parmi les premières choses que les délégations de parlementaires de pays étrangers demandent à visiter, après la Tour Eiffel, figure le Marché d'intérêt national de Rungis.

HÉLÈNE LUC, sénatrice du Val-de-Marne entre 1977 et 2007

Le rapport varie de un à dix ou quinze entre le prix payé au paysan chinois et celui payé par le consommateur en centre-ville. En France, avec le mécanisme de Rungis, nous parvenons à avoir des rapports de l'ordre de un à trois.

MARC SPIELREIN, Président directeur général, SEMMARIS

La sécurité sanitaire et l'hygiène, pour les consommateurs, sont un pré-requis absolu qui ne souffre aucune faille. Le consommateur n'accepte pas d'être, par malchance, dans les cinquante morts tolérés par an.

JEAN-PAUL LAPLACE, Président, IFN, directeur de recherche honoraire, INRA

Le consommateur veut un produit qui a du sens, défendu par un professionnel, producteur, fabricant, qui donne au consommateur le sentiment d'un produit vrai.

SUZANNE PONTIER, enseignante-chercheur, vice-présidente, Université Paris XII-Val-de-Marne

CHIEN MÉCHANT

Comprendre et prévenir la dangerosité de l'animal de compagnie.

Le projet de loi sur la prévention et la protection contre les animaux dangereux a été la toile de fond de nos échanges. Trente-six décès ont été provoqués par des morsures de chien ces vingt dernières années. Ce chiffre ne remet pas en cause la relation séculaire entre le chien et l'homme, mais le législateur doit réfléchir à des mesures préventives. Nous avons vu que plusieurs types d'agressivités génétiques et naturelles dépendent étroitement de l'environnement. En dépit du travail de sélection conduit par les éleveurs ces deux derniers siècles, la part de l'inné compte peu, mise à part celle qui concerne l'adaptabilité. Si nous analysions la situation avec un œil froid, nous constaterions que les décès suite à des attaques sont en réalité négligeables par rapport aux accidents domestiques. Mais la forte sensibilisation du public pousse le législateur à reconsidérer cette question.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Le chien étant un animal social, nous remarquons quelquefois des malaises dans la relation : il ne sait plus quelle est sa place et quels sont les déterminants de la relation. L'agression peut être une conséquence de ce malaise.

CLAUDE BEATA, professeur à l'École vétérinaire, comportementaliste et Président de l'Association Zoopsy.

Les jeunes évoqués vivent dans un entre soi à distance des adultes et des institutions et où il faut savoir se défendre. Toutefois, le chien est rarement utilisé comme une arme, plus comme un moyen de frime et d'intimidation.

THOMAS SAUVADET, sociologue, auteur de *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité* (2006)

J'ai été éleveur de canaris et détenteur de lapins, mais toujours plutôt rationnellement prudent avec les chiens. Sur les questions d'éducation, demandons-nous jusqu'à quel point faire porter le fardeau de la prudence aux promeneurs plutôt qu'aux détenteurs de chiens.

EMMANUEL PICAUVET, Philosophe, enseignant-chercheur à l'Université Paris I

Beaucoup plus de personnes sont hospitalisées suite à l'attaque d'un chat que d'un chien. Un chat qui devient agressif est particulièrement difficile à contrôler.

DOMINIQUE GRANDJEAN, professeur de nutrition à l'ENVA, directeur de l'unité de recherche de médecine, d'élevage et du sport et vétérinaire colonel à la brigade des sapeurs pompiers de Paris

RECHERCHE VÉTÉRINAIRE ET RECHERCHE MÉDICALE

Une démarche commune au service de la santé, des enjeux pour l'École nationale vétérinaire d'Alfort.

Les trois quarts des maladies infectieuses dites émergentes de l'homme sont des zoonoses. Parallèlement, l'amélioration des soins vétérinaires met en lumière de remarquables similitudes entre certaines maladies de l'animal et de l'homme (maladies génétiques, cardiopathies, cancers, troubles nutritionnels...), confirmant la pertinence de modèles animaux. D'autres aspects, comme la qualité et la sécurité alimentaire, mais aussi la valeur nutritive et médicinale des produits alimentaires, ouvrent des champs de coopérations entre vétérinaires et médecins.

La recherche clinique vétérinaire, au service de l'animal et susceptible de générer des progrès en santé humaine, mérite donc un nouvel essor, de même que l'École vétérinaire d'Alfort, premier hôpital vétérinaire d'Europe par le nombre des admissions animales, connaît un nouvel élan.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Notre établissement est rattaché au ministère de l'Agriculture, mais s'est aussi rapproché de l'université. Nous sommes membre fondateur du Pres Paris Est. Ce pôle de recherche et d'enseignement supérieur a deux thématiques principales : ville et environnement ; santé et société. Et nous allons encore développer entre ville, société, et tout ce qui a trait à la nature.

JEAN-PAUL MIALOT, directeur de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA)

VILLE ET NATURE

Une relation qui doit être mieux comprise, un rapport qui doit être réinventé.

Pour les scientifiques, la nature est le monde qui nous entoure, riche de cette biodiversité dont nous sommes convaincus de la valeur et de la fragilité. Il convient de lier à ce rapport objectif la vision personnelle dont chacun est porteur. L'association des deux regards a mis à jour la grande complexité du monde vivant et la nécessité d'une meilleure éducation à celui-ci. De la gestion de la nature dans la ville, nous avons élargi notre propos à l'intégration de la ville dans la nature, préconisant un désenclavement de la ville dans la continuité avec son environnement naturel.

Une continuité historique : nos ancêtres ont choisi pour fonder les villes des bassins de subsistance. Continuité économique également, notamment illustrée par la nécessité de circuits-courts entre le producteur périphérique et le consommateur citadin. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Dans la biodiversité, des individus en dévorent d'autres, mais les espèces ne se détruisent pas. Les relations forment leur capital d'adaptation et d'évolution. Plus la biodiversité diminuera, plus notre propre potentiel d'adaptation diminuera.

FRANÇOIS MOUTOU, vétérinaire, épidémiologiste, entre autres auteur de : Des épidémies, des animaux et des hommes (Le Pommier, 2020)

Davantage que la question du retour de la nature en ville, se pose celle de la continuité à réinventer entre l'urbain et le rural. Pour moi, le symbole de la nature en ville n'est pas la rivière ou le toit végétalisé, mais la place du marché qui est le lieu du circuit court dans l'approvisionnement.

MIREILLE FERRI, vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France entre 2004 et 2015

Quand je suis devenu maire, les gens refusaient le moindre brin d'herbe dans les interstices des trottoirs et les pelouses devaient être tondues ras. Construire la ville ne devrait plus se faire dans la perspective de se simplifier la vie, mais de la qualifier, de permettre une vie de qualité.

DANIEL BREUILLER, sénateur, maire d'Arcueil de 1997 à 2016

L'eau serait d'abord un fluide à passer dans un tuyau ou contenir dans un canal. L'eau, milieu vivant, son rapport avec le milieu terrestre voisinant, on n'en parle pas, raisonnant par segments.

JEAN-PIERRE RAFFIN, président d'honneur de France Nature Environnement

MANGER (ENCORE) DE LA VIANDE ?

Nutrition, histoire, élevage et environnement.

Une approche factuelle a exposé aujourd'hui la nécessité de combattre le gaspillage, de mieux répartir les ressources et, pour certaines sociétés, de diminuer la consommation de viande. Nous avons également mesuré combien la viande (les viandes, faudrait-il dire) est une denrée singulière, à travers ses particularités nutritionnelles, culturelles, écologiques, économiques, philosophiques, voire même religieuses. Faut-il encore manger de la viande ? Loin de moi l'idée de répondre par oui ou non. Nos débats ont fait apparaître à ce propos l'émergence d'une nouvelle mystique. Or le grand risque des mystiques c'est la culpabilisation. Ma seule recommandation : déculpabilisons la consommation de viande, et que chacun se fasse sa religion.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Il n'existe pas d'aliment complet, à part le lait maternel durant nos premiers mois. Nous devons consommer une grande variété d'aliments pour parvenir sur une période d'une dizaine de jours à l'équilibre alimentaire.

JEAN-MARIE BOURRE, docteur en médecine, ancien directeur de recherche à l'INSERM

Les personnes âgées métabolisent moins bien les protéines que les plus jeunes. Or les protéines présentes dans la viande sont facilement métabolisables. Il faut lutter contre l'idée qu'une personne âgée, parce qu'elle fait moins d'exercice, pourrait se passer de viande.

CATHERINE ESNOUF, directrice scientifique adjointe Alimentation à l'INRA

La viande des quadrupèdes est moins noble au Moyen Âge parce qu'ils sont proches de la terre, tandis que les volatiles tendent vers Dieu. La viande est considérée comme chaude du point de vue des qualités humorales, tandis que le poisson est froid ; la première excite la libido, le second convient aux ascètes.

BRUNO LAURIOUX, historien médiéviste, spécialiste de l'alimentation

Peut-on obtenir la même qualité sur une production de masse que sur des petites quantités ? Le développement de productions à bas coût doit être aussi rapproché de l'effondrement du revenu des éleveurs. En résumé : peut-on impunément considérer les animaux comme des machines ?

AMÉLIE GOUEZ, Ingénieure agronome, consultante en agriculture bio et en biodynamie

30/11/2011 Maisons-Alfort

CRISE DE FOI EN LA SCIENCE ?

Un débat public mieux posé et mieux conduit pour une approche plus sereine des apports de la science ?

Les propositions ont été nombreuses pour pallier les déficits, dont une carence de l'information et un manque de formation des dirigeants recrutés parmi les forts en thème – et singulièrement en économie – plutôt qu'en sciences. La discussion nous a mené jusqu'à la place qu'il faudrait donner à la société dans l'appréciation du risque et des choix opérés. Nous vivons probablement une période charnière et chacun repart avec l'idée qu'une place plus grande doit être donnée aux citoyens sous couvert d'une formation adéquate. Par conséquent, de nouvelles structures de débat sont nécessaires. Mais qui seront les formateurs ? N'est-ce pas se contenter de déplacer les problèmes que de confier à de nouveaux magistrès le pouvoir d'influencer les profanes ? Certains mots que je crois éternels ont à cet égard constitué le fil rouge de nos échanges : honnêteté, impartialité, neutralité.

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Un nombre effrayant de politiques et de journalistes est presque fier de n'avoir aucune connaissance scientifique. Personne en France n'osera se dire nul en littérature, mais on s'avoue avec un petit sourire nul en mathématiques ou en sciences.

FRANÇOIS BUGEON, chargé de communication au CEA Saclay

Nous avons un continuum : le chercheur trouve, l'industrie développe, le progrès social s'ensuit. Il n'y a plus d'automatisme, loin s'en faut. La recherche scientifique doit être désacralisée, l'approche technique contenue à sa juste place. C'est l'affaire de tous.

DOROTHÉE BENOIT-BROWAEYS, cofondatrice de l'association VivAGORA

De vecteur de connaissance, la science est devenue un instrument d'action sur le monde, assis sur des institutions décrédibilisées. Entre l'expertise et la décision, le citoyen doit être en mesure d'énoncer une décision qui émane de la société et que les politiques amèneront éventuellement.

JACQUES TESTART, directeur de recherche honoraire à l'Inserm, président d'honneur de la fondation Sciences citoyennes

Les citoyens votent aussi avec leur porte-monnaie. Les technologies changent nos vies quand elles deviennent abordables, mais il est alors trop tard, elles ont été acceptées parce que leur diffusion massive n'a pas été anticipée.

CÉCILE MICHAUT, journaliste scientifique et formatrice en vulgarisation

24/04/2013 Maisons-Alfort

MANGER DURABLE ! OUI, MAIS COMMENT ?

Une assiette, une planète, des besoins et régimes différents.

Nous sommes partis de la composition de notre assiette et d'un coût difficile à mesurer au regard des conséquences sur la santé et l'environnement. Mais aussi d'une évidence : la nourriture ne répond pas seulement à un besoin physiologique, c'est du social, de la culture, de l'histoire... De l'amont à l'aval, nous avons évoqué l'importance des circuits courts pour notre région, convaincus de devoir aussi raisonner à l'échelle planétaire face au développement démographique et aux exigences de sécurité alimentaire. À cette échelle, faute d'indicateurs fiables, nous avons été en peine d'apprécier les commerces du quinoa ou de la mangue, symboles de cultures lointaines. En revanche, le caractère néfaste de la déforestation n'est pas douteux, le mépris de la biodiversité permettant de surcroît au Brésil de développer la culture du soja et le commerce de poulets à bas coût. ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

Durable s'inscrit dans le temps avec l'idée de préservation et même de retour à un modèle antérieur. Soutenable me paraît plus dynamique, ouvert à l'évolution des mentalités et au progrès technique dont on n'inversera pas la flèche.

STÉPHANE LAYANI, PDG de la société gestionnaire du MIN de Rungis (Semmaris)

Parlons de la schizophrénie des consommateurs qui veulent à la fois la qualité et le pas cher et finissent par préférer un lait allemand venu de Pétaouchnok. J'ai cinq voisins et pas un pour me prendre un litre de lait, parce qu'ils ne connaissent pas et donc n'aiment pas le goût du lait.

FLORENT DORNIER, éleveur, président depuis 2022 de la FDSEA du Doubs

Le recours aux engrais chimiques et pesticides nourrit le désir d'un retour à une agriculture antérieure. Le progrès technique est cependant nécessaire. Les agriculteurs ont besoin pour vivre de rendements suffisants. Il faut lier cette nécessité avec l'exigence sanitaire et environnementale.

BÉNÉDICTE GRIMARD, vétérinaire, professeur de zootechnie à l'ENVA

Le régime des hommes est plus coûteux pour l'environnement que celui des femmes. Mais ce même bilan ramené à la calorie consommée inverse le résultat, car les fruits et légumes sont caloriquement moins riches. Surtout, nous consommons dans les pays du Nord environ 3000 Kcal/j quand 2000 à 2500 suffiraient.

CARL GAIGNÉ, directeur de recherche à l'INRA

02/04/2014 Maisons-Alfort

DES ANIMAUX ET DES HOMMES : DE NOUVELLES FRONTIÈRES

Quelle place pour l'animal dans des sociétés qui le chérissent et l'exploitent ?

Nous avons débattu avec le souci de résister au simplisme, relevant qu'il n'y a pas un Animal mais des animaux : domestiques et sauvages, animaux de rente, de compagnie, jugés utiles ou nuisibles, etc. En matière de sensibilité, nous avons en outre distingué vertébrés et invertébrés. Mais à raison ? Bien que nous ayons écarté la notion désuète de propre de l'homme, et malgré la continuité des espèces établie par Darwin, peut-on néanmoins repérer une spécificité de l'homme parmi les animaux ? La question a valeur de démonstration : seul l'homme s'interroge sur cette relation, ce qui lui confère des devoirs. La situation est juridiquement complexe. Comment gérer l'antagonisme entre le droit du commerce et la sensibilité animale ? Il y a probablement une position intermédiaire entre la personne et le bien qui serait la place de l'animal. Mais au risque de la spéciation, car il faudrait un traitement différencié des espèces. Je souhaite bien du plaisir au législateur et à ses conseillers !

ANDRÉ-LAURENT PARODI

Interventions

« Qui va là ? » crie Darwin. Le chien se mobilise, manifestant qu'il croit à l'existence d'un être qu'il ne voit pas. Mais serait-il capable de vénérer religieusement cet être invisible ? Voyez donc l'adoration qu'il éprouve pour son maître !

JEAN-FRANÇOIS DORTIER, sociologue, fondateur et directeur du magazine Sciences Humaines

Une célèbre photo de *National Geographic* montre en 1938 l'actrice Dorothy Lamour et le chimpanzé Jiggs dans la même posture. Jamais mes étudiants ne confondent pourtant l'une et l'autre

BERNARD DEPUTTE, professeur d'éthologie à l'ENVA

Le travail du législateur est très en retard sur les avancées scientifiques. Comment peut-on encore autoriser des dauphins en piscine ? De même que le Code rural est désarmé face aux pratiques de l'élevage industriel.

LAURENCE ABEILLE, députée du Val-de-Marne entre 2012 et 2017

Le loup attaque les moutons. Avec un statut unique de l'animal, impossible d'arbitrer le conflit. Écoutons donc le Code civil nous dire que les moutons sont propriété du berger qui les élève dans le respect du Code rural, et le Code de l'environnement nous informer que le loup est un animal protégé.

FRANCIS WOLFF, professeur de philosophie à l'ENS (Ulm)

02/04/2015 Maisons-Alfort

LE REPAS DES FRANÇAIS

Les origines, les évolutions contemporaines et l'avenir d'un rituel.

L'inscription du « repas gastronomique des Français » au patrimoine culturel immatériel de l'humanité a fourni le contexte à nos Rencontres. Nous en avons retracé l'histoire. Nous nous sommes par ailleurs inquiétés des effets d'une rationalisation extrême de l'alimentation. Inquiétude également au sujet de l'épidémie de surpoids et d'obésité, liée à la malbouffe, mais aussi au grignotage et à la perte d'activité physique. J'ai cependant été assez rassuré d'entendre des personnalités d'expérience nous montrer que malgré les évolutions de notre société vers la restauration rapide une certaine tradition se maintenait. Une physionomie, une empreinte à la française avec ces grandes qualités, ces grandes vertus que nous attendons : la régularité temporelle, le lien social et la convivialité. Ces valeurs perdurent. **ANDRÉ-LAURENT PARODI**

Interventions

Nous parlons de l'accord des mets et des vins, du plaisir que nous avons à manger ce que nous servons. Nous échangeons énormément là-dessus et ensuite, après un bon repas, le lendemain, nous racontons aux collègues et aux copains... Je crois que c'est une exception française.

JULIA CSERGO, historienne, professeur à l'Université du Québec à Montréal (ESG-UQAM)

L'uniformité alimentaire, c'est le signe de l'extrême pauvreté : on mange toujours la même chose et souvent de mauvaises choses du point de vue calorique.

JEAN-PIERRE CORBEAU, Président de l'Institut européen d'histoire et des cultures de l'alimentation (IEHCA)

Dans les siècles passés, il y avait une mise en jeu des sens qui était bien plus large au moment de la dégustation. Aujourd'hui, la vue a presque le monopole sur tout ce qui constitue le repas. Avec ça, vous allez m'envoyer une photo de votre plat, il y a les émissions de télévision, les livres de recettes, etc.

MADELEINE FERRIÈRES, professeur des universités, historienne des sensibilités alimentaires

La tendance à une alimentation de plus en plus personnalisée existe dans la science de la nutrition. Avec des conséquences dramatiques sur le repas passant par un partage. Vous imaginez, une famille avec trois enfants, chacun son petit plat pour rester en bonne santé ?

PIERRE FEILLET, directeur de recherche émérite à l'INRA

09/03/2000

À GOÛTS SÛRS

Anticipation des crises alimentaires : entre doutes et responsabilités, apports scientifiques et enjeux économiques.

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

FRANÇOIS BOLNOT, maître de conférences, École nationale vétérinaire d'Alfort

GÉRARD BRETON, directeur Qualité et Développement, Orlysienne Nord

DAMIEN DELBART, directeur de la production, Breda

MONIQUE ELOI, directrice adjointe, AFSSA

CLAUDE FISCHLER, sociologue, directeur de recherche, CNRS

PATRICK GERBALDI, adjoint chargé de l'hygiène des aliments, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

MARION GUILLOU, directrice générale de l'alimentation, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

MARIE-HÉLÈNE LOULERGUE, directrice adjointe, AFSSA

JEAN-FRANÇOIS MOLLE, directeur de la sécurité alimentaire, Danone

DOMINIQUE VIAL, président du directoire, Bio Springer

30/03/2000

LONGUES VIES

Allongement de la vie et développement économique. Longévité et santé, activité et retraite, offres de services et nouveau marché.

→ Manufacture des Céillets, IVRY-SUR-SEINE

PIERRE CONCIALDI, économiste, IRES

FRANÇOIS BALLEST, directeur, Centre de recherche Aventis Pharma Vitry-sur-Seine

BERNARD MICHAUX, philosophe, professeur, Lycée Henri IV

ANNICK TAMARO, responsable, CAPA

BERNARD THUMEREL, consultant, AIDA

SERGE VOLKOFF, statisticien, directeur du Centre de Recherches et d'Études sur l'Âge et les Populations au Travail

BERNARD SOUNY, président, EGEE

GENEVIÈVE FAVROT, sociologue

25/01/2001

DES ANIMAUX TRÈS URBAINS

Quelle place pour l'animal de compagnie ? Qui sont-ils ?

Pourquoi posséder un animal ? Lien social, risques, propreté...

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

GÉRARD LARCHER, docteur vétérinaire, sénateur-maire de Rambouillet (président du Sénat de 2008 à 2011 et depuis 2014)

NATHALIE MÉLIK, chef du bureau de la protection animale, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

JEAN-LUC VUILLEMENOT, secrétaire général, AFIRAC

DIDIER VERNAY, Unité d'évaluation et de traitement de la douleur, CHU de Clermont-Ferrand

BERNARD TOMA, professeur, École nationale vétérinaire d'Alfort

JEAN-MICHEL MICHAUX, maître de conférences, École nationale vétérinaire d'Alfort, conseiller de Paris en charge de la vie animalière

GEORGES CHAPOUTHIER, philosophe et biologiste, directeur de recherche, CNRS

01/02/2001

DES CITADINS D'EXPÉRIENCE Mieux vieillir en ville. Différents âges et multiples situations. Mobilité, logement... l'enjeu de l'autonomie.

→ Espace Robespierre, IVRY-SUR-SEINE

IRÈNE SIPOS, directrice, Maison de retraite de Saint-Cyr, Rennes

GILBERT BÉRÉZIAT, président, Université Pierre et Marie Curie-Paris VI

JACQUES HUGUENIN, rédacteur en chef, Mutuelle Info

JEAN MANTAVONI, sociologue, Observatoire régional de la santé Midi-Pyrénées

FRANCK BODIN, géographe, Centre de recherche sur les Espaces et les Sociétés, Université de Caen

GUY PEUTO, président, Université Inter-Ages Créteil - Val-de-Marne

FRANÇOISE NAY, adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine

CHRISTIAN FOURNIER, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne

DANIEL-NICOLAS LAURENT, président honoraire de l'Université Paris-Est-Créteil

BERNARD MICHAUX, philosophe, professeur, Lycée Henri IV

FRANÇOIS PIETTE, professeur, chef de service, groupe hospitalier Charles-Foix - Jean-Rostand

FRANÇOIS PIETTE, professeur, chef de service, groupe hospitalier Charles-Foix - Jean-Rostand

FRANÇOIS PIETTE, professeur, chef de service, groupe hospitalier Charles-Foix - Jean-Rostand

08/02/2001

DES VILLES DE QUALITÉ

Le développement économique et territorial par la protection de l'environnement.

→ Hôtel de Ville, CRÉTEIL

LUC ALIADIÈRE, directeur de l'Environnement, SNCF

DANIEL BÉHAR, géographe, professeur à l'Institut

d'Urbanisme de Paris (EUP-UPEC)

ANNIE GAUDICHET, professeur, LISA, Université Paris-Est-Créteil

MARIE-ODILE GUTH, inspectrice générale de l'Environnement

JEAN-MARY LEJEUNE, président, Créteil Incinération Energie

ELIANE ROBIN, adjointe au maire déléguée à l'environnement, Ville de Montreuil

DANIEL THÉVENOT, professeur, Université Paris-Est-Créteil

PIERRE CONROUX, directeur du développement économique et de l'urbanisme de la Ville de Créteil

ANTOINE COSTANTINO, responsable des relations scientifiques, Procter & Gamble

BERNARD ELGHOZI, médecin, animateur de réseau de santé

07/03/2002

POUR UNE BIEN-ÊTRE ANIMAUX Santé et bien-être des animaux de production. Qu'est-ce que le bien-être animal, quel respect, quelles propositions face

aux impératifs économiques ?

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

SERGE BELAIS, docteur vétérinaire, président de la SPA

NICOLAS FAIRISE, vétérinaire inspecteur, Bureau de la Protection animale, Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Affaires rurales

RAPHAËL LARRÈRE, directeur de recherche, INRA

PIERRE LE NEINDRE, directeur de recherche, INRA, président de l'Eurogroupe Santé et Bien-être animal

ALAIN LIPIETZ, député européen, économiste

DIDIER MARTEAU, secrétaire général adjoint de la FNSEA

MARC SAVEY, directeur de la Santé et du Bien-être animal, AFSSA

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

JEAN-PIERRE KIEFFER, docteur vétérinaire, secrétaire, Œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir

GEORGES GRULOIS, président,
Union des cadres retraités CGC
JEAN MARIANI, professeur, Unité
Développement et vieillissement
du système nerveux, INSERM –
Université Paris VI
CHRISTIAN FOURNIER, conseiller
général du Val-de-Marne,
délégué aux personnes âgées
GENEVIÈVE LAROQUE, présidente
de la Fondation nationale
de Gérontologie

27/02/2003

L'HÔPITAL DANS LA VILLE

Nouvelles organisations

hospitalières et impact urbain.

→ Gustave Roussy, VILLEJUIF

JEAN DE KERVASDOUÉ, professeur
titulaire de la chaire d'Économie
de la santé, CNAM

BRUNO FORTIER, architecte-
urbaniste

06/03/2003

AFFAIRES DE GOÛT

Le goût, exigence de qualité
ou argument publicitaire ?

→ École nationale vétérinaire

d'Alfort, MAISONS-ALFORT

FRANCIS ALAYRAC, président

du Comité de promotion
des produits du Lot, Chambre
de l'Agriculture du Lot

JACQUES PUISAIS, vice-président,

Institut Français du goût

DOMINIQUE PEYRAUD, directeur,

Centre Technique de la Salaison,

de la Charcuterie et des

Conserves de Viandes

GILBERT JOLIVET, directeur

honoraire de la recherche,

INRA

ANNICK FAURION, chargée

de recherche, Laboratoire

de neurobiologie sensorielle

MATTY CHIVA, professeur émérite

de psychologie, Université

Paris X–Nanterre

YVES BOISARD, docteur vétérinaire,

Service Qualité E. Leclerc SC

Galec

JEAN BIZET, docteur vétérinaire,

sénateur de la Manche

PIERRE BANC, vice-président

de la FNSEA, président

de la Fédération Nationale

des Producteurs de Fruits

DOMINIQUE VIAL, président

du directoire, Bio Springer

ISABELLE LESAGE, directrice,
Hôpital Bretonneau
JEAN-CLAUDE HENRARD,
directeur d'unité, INSERM,
Hôpital Sainte-Périne
GENEVIÈVE LAROQUE, présidente
de la Fondation nationale
de Gérontologie
IRÈNE SIPOS, directrice de la
Maison de la Maison Saint-Cyr
à Rennes

05/10/2004

UN HÔPITAL « URBAIN » ?

La fonction sociale de l'hôpital

dans son environnement urbain.

→ Gustave Roussy, VILLEJUIF

DIDIER SICARD, président du

Comité consultatif national

d'éthique pour les sciences

de la vie et de la santé

RENÉ MORNEX, président

suppléant du conseil

d'administration des Hospices

civils de Lyon

MAURICE TUBIANA, président

honoraire de l'Académie nationale

de Médecine, président honoraire

du Centre Antoine-Béclère

BERNARD ANDRIEUX, chargé
de mission, Ministère délégué
à la recherche, secrétaire
de la Commission de
l'expérimentation animale
CHANTAL AUTISSIER, présidente
du Grice

GEORGES CHAPOUTHIER,
biologiste et philosophe,
directeur de recherches, CNRS

HÉLÈNE COMBRISSE,
professeur, École nationale
vétérinaire d'Alfort

JEAN-PIERRE COTARD, directeur
de l'École nationale vétérinaire
d'Alfort

PIERRE GUITTIN, directeur
associé Opérations précliniques,
Sanofi-Aventis

ANNE-MARIE HASSON, présidente,
Confédération nationale des SPA
de France

FRANÇOIS LACHAPPE,
responsable du bureau
de l'expérimentation animale,
Faculté de médecine de

la Pitié-Salpêtrière, président
du comité d'éthique
en expérimentation animale

de l'ENVA

CLAUDINE LEBON, directrice
des services vétérinaires
du Val-de-Marne

HÉLÈNE LUC, sénatrice
du Val-de-Marne

EVELYNE MAILLOT, inspecteur
général de la santé publique
vétérinaire, Conseil général
vétérinaire

NATHALIE MÉLIK, chef du bureau
de la protection animale,
Ministère de l'agriculture,
de l'alimentation, de la pêche

et de la ruralité

CLAUDE MILHAUD, secrétaire
général de l'Académie vétérinaire
de France

publique–Hôpitaux de Paris
CLAUDE DILAIN, maire de
Clichy-sous-Bois, vice-président
du Conseil national des villes

CHRISTIAN FOURNIER, vice-
président du Conseil général
du Val-de-Marne

SERGE GUÉRIN, professeur
associé, Université Lyon II et ESG

HERVÉ LE BRAS, directeur
du laboratoire de démographie
historique, CNRS-EHESS

PHILIPPE LOUCHAR, chargé
d'études, IAURIF

LOUIS OMNÈS, directeur exécutif
du groupement hospitalier
universitaire de l'est, Assistance
publique–Hôpitaux de Paris

FRANÇOIS PIETTE, professeur,
chef de service, groupe
hospitalier Charles-Foix –
Jean-Rostand

BRUNO FORTIER, architecte-
urbaniste
PASCALE POIROT, secrétaire
générale du syndicat national
de l'aménagement et du
lotissement, présidente de la
Chambre Île-de-France Picardie

GUY PORTMANN, président
directeur général du Groupe
France Terre

XAVIER BOIVIN, chargé de
recherche à l'INRA à Clermont-
Ferrand/Theix
DOMINIQUE BRAYE, sénateur-
maire des Yvelines, président de
la Communauté d'agglomération
de Mantes-en-Yvelines

GEORGES CHAPOUTHIER,
philosophe, biologiste et
directeur de recherche au CNRS

JEAN-FRANÇOIS COURREAU,
professeur à l'ENVA

BERNARD DENIS, professeur
honoraire et président de
la société d'ethnozootecnie

BERNARD DEPUTTE, professeur
à l'ENVA

DOMINIQUE GRANDJEAN,
professeur à l'ENVA et colonel
des sapeurs-pompiers de Paris

ERIC KEROURIO, vétérinaire et
chef du Bureau de la protection
animale au Ministère de
l'agriculture et de la pêche

CAROLINE LANTY, présidente
nationale de la SPA

EVELYNE MAILLOT, inspecteur
général au Conseil général
de l'agriculture, de l'alimentation
et des espaces ruraux

JEAN-MICHEL MICHAUX, maître
de conférences à l'ENVA

CLAUDE MILHAUD, président de
l'Académie vétérinaire de France

CATHERINE PEYGE, maire de
Bobigny

EMMANUEL PICAVET, philosophe,
enseignant-chercheur à
l'Université Paris I Panthéon-
Sorbonne

CHRISTIAN RONDEAU, président
du Conseil supérieur de l'Ordre
des vétérinaires

THOMAS SAUVADET, sociologue,
chercheur associé au CESAMES

JEAN-LUC VUILLEMENOT,
secrétaire général de l'AFIRAC.

GÉRARD ORTH, professeur émérite, Institut Pasteur
CHARLES PILET, professeur émérite, ENVA
DAN ROSENBERG, maître de conférences, ENVA

01/12/2010

VILLE ET NATURE

Une relation qui doit être mieux comprise, un rapport qui doit être réinventé.

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

NATHALIE BLANC, directrice de recherche au CNRS – laboratoire Ladyss, Université Paris-Diderot

DANIEL BREUILLER, maire d'Arcueil, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne

MIREILLE FERRI, conseillère régionale d'Île-de-France

DOMINIQUE GRANDJEAN, professeur, ENVA, Vétérinaire Colonel à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris

YVES LION, architecte urbaniste, Ateliers Lion

FRANÇOIS MOUTOU, vétérinaire et épidémiologiste, ANSES

JEAN-PIERRE RAFFIN, maître de conférences honoraire, ancien député européen

BERNARDO SECCHI, architecte urbaniste, Studio 09 Secchi & Viganò

30/11/2011

MANGER (ENCORE) DE LA VIANDE ?

Nutrition, histoire, élevage et environnement.

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

JEAN-MARIE BOURRE, professeur, docteur en médecine, ancien directeur de recherche à l'Inserm

JOSEPH DOMENECH, docteur vétérinaire, ancien Chef vétérinaire à la FAO, chargé de mission à l'Organisation mondiale de la santé animale

CATHERINE ESNOUF, directrice scientifique adjointe en charge de l'alimentation à l'INRA

AMÉLIE GOUEZ, ingénieur agronome, consultante en agriculture bio et en biodynamie

BRÛNO LAURIOUX, professeur d'histoire du Moyen-Âge (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines)

JACQUES RISSE, docteur vétérinaire, membre des Académies vétérinaire et d'agriculture

24/04/2013

CRISE DE FOI EN LA SCIENCE ?

Un débat public mieux posé et mieux conduit pour une approche plus sereine des apports de la science ?

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

DOROTHÉE BENOIT BROWAEYS, déléguée générale de l'association VivAgora, auteure et journaliste, membre de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI)

FRANÇOIS BUGEON, chargé de communication au CEA Saclay

CORINNE DELMAS, maître de conférences en sociologie, Université Lille 2

DOMINIQUE FRANCO, professeur Émérite de Chirurgie Digestive, Université Paris-Sud

CÉCILE MICHAUT, journaliste scientifique à Sciences et Avenir, membre de l'AJSPI

JACQUES TESTART, directeur de recherche honoraire à l'Inserm, président d'honneur de la Fondation Sciences citoyennes

02/04/2014

MANGER DURABLE !

OUI, MAIS COMMENT ?

Une assiette, une planète, des besoins et régimes différents.

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

GUILLAUME BAPST, fondateur et directeur du groupe associatif des Épiceries solidaires (ANDES)

FLORENT DORNIER, éleveur, administrateur national des Jeunes agriculteurs

MIREILLE FERRI, directrice générale du Syndicat Intercommunal de la Plaine de Montjean, conseillère régionale

CARL GAGNÉ, docteur en Sciences économiques, directeur de recherche à l'INRA

BÉNÉDICTE GRIMARD, docteur vétérinaire, professeur à l'École nationale vétérinaire d'Alfort

HERVÉ GOMICHON, directeur Qualité et Développement durable Groupe pour Carrefour

STÉPHANE LAYANI, président-Directeur général de la Semmaris

ALAIN LE VOT, co-président du Collectif Île-de-France des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)

JACQUES PERREUX, vice-président du conseil général du Val-de-Marne

DOMINIQUE TRISTANT, directeur de la Ferme Expérimentale de Grignon (AgroPARISTech)

02/04/2015

DES ANIMAUX ET DES HOMMES : DE NOUVELLES FRONTIÈRES

Où est passé le propre de l'homme ?

Quelle place pour l'animal dans des sociétés qui le chérissent et l'exploitent ?

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

LAURENCE ABEILLE, députée du Val-de-Marne (EELV)

DAMIEN BALDIN, professeur agrégé d'histoire, doctorant, chargé d'enseignement à l'EHESS

BERTRAND DEPUTTE, professeur émérite d'éthologie à l'ENVA

JEAN-FRANÇOIS DORTIER, sociologue, directeur du magazine Sciences Humaines

ALAIN GRÉPINET, docteur vétérinaire, expert judiciaire près la Cour d'appel de Montpellier

MICHEL KREUTZER, professeur émérite d'éthologie à l'Université Paris-Ouest-Nanterre

FRANCIS WOLFF, professeur de philosophie à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm.

14/04/2016

LE REPAS DES FRANÇAIS

Les origines, les évolutions contemporaines et l'avenir d'un rituel.

→ École nationale vétérinaire d'Alfort, MAISONS-ALFORT

OLIVIER CHAPUT, chef du restaurant Show Devant à Villejuif

JEAN-PIERRE CORBEAU, professeur émérite de sociologie de l'aliment, président de l'Institut européen d'histoire et des cultures de l'alimentation (IEHCA)

JULIA CSERGO, historienne, professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'ESG – UQAM

PIERRE FEILLET, directeur de recherche émérite à l'Institut National de la Recherche Agronomique (Inra)

MADELEINE FERRIÈRES, historienne des sensibilités alimentaires

PIERRE HIVERNAT, directeur de l'agence Alimentation générale

STÉPHANE LAYANI, président-Directeur général de la Semmaris

JEAN-CLAUDE MEURVILLE, directeur du département Hôtellerie-Restaurant à l'Institut national de formation et d'application (INFA)

PIERRE SANNER, directeur de la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires (MFPCA)

Rapport d'activités 2022 du Conseil de développement du Val-de-Marne

Un Codev pour débattre et projeter

Construction singulière, issue de l'engagement de responsables économiques et universitaires, le Conseil de développement du Val-de-Marne vise à permettre aux acteurs du Département d'être parties prenantes des dynamiques de développement de leur territoire.

C'est un espace de débats (un « forum », une « boîte à idées »), ouvert à tous (entreprises, opérateurs publics, acteurs associatifs, etc.). C'est aussi un espace de projets, pour donner corps aux initiatives des acteurs économiques, sociaux et culturels du Val-de-Marne.

Le Codev est ouvert à tous ceux qui souhaitent s'engager pour contribuer à un développement équilibré et durable de leur territoire, dans une démarche étroitement articulée avec les élus et les responsables des Collectivités locales et l'État.

Dans un contexte de crises et de mutations (crise démocratique, crise climatique, mutations économiques et sociales), dans un monde qui évolue à une vitesse croissante impliquant des interactions renforcées, le Codev du Val-de-Marne permet des liens, des regards croisés, des coproductions... En bref, il est une fabrique collective du territoire.

L'élaboration du Manifeste pour l'avenir, présenté et débattu lors de la convention du Conseil de développement du Val-de-Marne du 9 mars 2021, au terme d'un processus de travail impliquant largement les membres du Codev, a eu pour objectif de permettre aux acteurs du Val-de-Marne de débattre d'un état des lieux sur l'aménagement dans notre Département et des perspectives à ouvrir pour faire face aux défis de la période des années 2020-2040.

Les idées partagées lors du travail d'élaboration du manifeste ont été regroupées autour de 4 ambitions : « prendre de l'avance sur l'avenir », « miser sur la transition écologique », « expérimenter la ville autrement », « soigner toutes les fractures ».

20 propositions ont été formulées pour traduire en actes ces ambitions. Elles permettent de réinterroger :

- La place des acteurs économiques et associatifs dans les projets, avec l'opinion que cette place n'est pas toujours appréhendée à sa juste mesure ou intégrée comme il le faudrait dans les projets urbains.
- Les façons de faire l'aménagement, avec des propositions qui impliqueront de bousculer des carcans économiques, des procédures ou des habitudes qui tendent à formater les projets sur des moules aujourd'hui insatisfaisants.
- Les priorisations, avec la mise en avant de nouvelles approches, pour renouer avec des équilibres malmenés par les profondes mutations économiques, sociales et climatiques qui sont à l'œuvre.

« Faire territoire », avec les acteurs

Le Codev du Val-de-Marne met en pratique cette réflexion dans ses contributions aux projets des territoires, comme ceux de la Vallée Scientifique de la Bièvre ou d'Orly-Rungis Seine-Amont, aux côtés des Collectivités et de leurs Opérateurs.

Dans la Vallée Scientifique de la Bièvre

Le Codev du Val-de-Marne conduit les travaux de la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre, sous le pilotage des élus et de l'instance d'animation présidée par Hélène de Comarmond, maire de Cachan. Elle a été élue à la présidence de la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre, succédant à Jean-Yves Le Bouillonnet, lors du conseil d'administration du 1er février 2022.

À l'échelle d'une géographie, physique mais aussi économique et sociale de l'agglomération parisienne, la Conférence des projets de la Vallée scientifique de la Bièvre demeure l'une de ces « coopérations souples de projets » qui animent l'espace métropolitain, en lien avec les EPT Grand-Orly Seine Bièvre et Vallée Sud – Grand Paris. Elle représente un cadre d'intelligence commune et de coopérations, au service des projets portées par les maîtrises d'ouvrage territoriales et de leur avancée dans le contexte de l'agglomération parisienne.

● Ateliers projets

Le lancement d'un cycle d'ateliers-projets a été décidé par les élus lors des conseils d'administration réunis fin 2021/début 2022. Dans la perspective de l'organisation des 7e assises de la Vallée Scientifique de la Bièvre (prévues en 2023) et dans un contexte institutionnel, économique et social fortement renouvelé, ces ateliers ont été conçus pour permettre aux élus de partager les avancées des grands projets et des mutations qui affectent la Vallée Scientifique de la Bièvre. Ils ont été nourris par le travail d'actualisation du schéma de référence pour l'aménagement et le développement réalisé en 2020-2021 par la coopérative Acadie et débattu avec les Maires en février 2021.

3 ateliers ont été organisés :

- Le 22 avril (sur le Campus de Cachan), sur les projets du Campus de Cachan et des Mathurins à Bagneux.
- Le 16 juin (à l'Hôtel de Ville de Montrouge), sur les projets de Campus Grand Parc à Villejuif et sur la mutation du campus universitaire Paris-Descartes à Montrouge.
- Le 20 octobre (à l'Hôtel de Ville de Sceaux), sur le projet Victor Hugo à Bagneux et des autres secteurs d'études le long de la RD920, ainsi que sur le projet Cœur de Ville de Sceaux.

Des questionnements ont été adressés systématiquement à chaque projet pour en avoir une lecture partagée : Objectifs des projets au plan économique ? Exposition aux impacts de la crise sanitaire ? Programmations spécifiques, éventuellement liées aux nouveaux défis sociaux ? Intégration paysagère et place de la nature en ville ? Participation à la valorisation d'une qualité territoriale de « campus urbain » ?

Ces ateliers ont permis d'identifier plusieurs sujets récurrents et d'ouvrir un débat entre élus sur les réflexions ou actions collectives nécessaires :

- Le rapport à l'État, notamment dans le partenariat sur la mobilisation des fonciers publics.
- L'objectif d'ouverture des campus sur la ville, question d'autant plus prégnante que les implantations de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le territoire évoluent (polarisation mais aussi intégration urbaine des grands sites universitaires, avec une moindre spécialisation sectorielle) avec de nouveaux enjeux : lisibilité de l'inscription de la VSB dans la géographie de l'Université Paris-Saclay et mise à profit de l'interdisciplinarité pour valoriser de nouvelles filières (technologies appliquées à la santé...); attractivités du territoire pour de nouveaux acteurs de l'ESR qui pourraient venir s'implanter; évolution de la notion de « campus urbain », sur les liens entre lieux de vie / lieux de recherche et d'innovation / lieux de services pour les entrepreneurs et les salariés du territoire...
- La gestion de la densité et d'une plus grande place pour la nature en ville, problématique très prégnante dans le contexte de chaque projet.
- La prise en compte du temps de l'aménagement et des conséquences des évolutions de conjoncture sur des programmations urbaines imaginées de nombreuses années avant leur réalisation.
- Les interrogations sur le positionnement économique et l'attractivité pour de grands comptes tertiaires comme pour les PMI productives.

● Initiatives aux côtés de l'Université Paris-Saclay

La VSB est un des territoires de l'Université Paris-Saclay. Elle comprend 3 de ses campus : Sceaux/Fontenay-aux-Roses (Droit, économie, gestion), Cachan (Technologies), Le Kremlin-Bicêtre/Villejuif (Médecine).

Pour l'Université, ces implantations représentent :

- Des campus situés dans l'espace central l'agglomération parisienne, avec une offre urbaine attractive, près du centre de Paris.
- Des thématiques qui permettent de jeter des ponts entre les grands domaines de recherche fondamentale de l'Université et les grandes questions économiques et sociales métropolitaines : à Sceaux/Fontenay, l'entrepreneuriat ; à Cachan, les métiers des « industries du futur » ; au KB/Villejuif, la santé.

Les initiatives de la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre en 2022 ont principalement eu pour objectif d'accompagner les dynamiques du pôle santé de l'Université Paris-Saclay et des établissements hospitaliers associés, notamment Gustave Roussy.

Ce soutien au pôle santé de l'Université Paris-Saclay, recouvre trois enjeux :

- La place de la Vallée Scientifique de la Bièvre dans la construction de l'Université Paris-Saclay.
- L'avancée des projets portés par les acteurs scientifiques du territoire dans un contexte concurrentiel, notamment pour l'accès aux financements publics.
- La bonne marche des opérations urbaines, en particulier Campus Grand Parc à Villejuif, pour parties fondées sur ce potentiel scientifique.

Dans le prolongement de la 1^e « conférence des acteurs » du Campus santé Paris-Saclay dans la Vallée scientifique de la Bièvre, organisée le **16 novembre 2021** à

Gustave Roussy, la Conférence des projets a organisé :

- **Le 10 janvier 2022**, à la Faculté de médecine du Kremlin-Bicêtre, une rencontre entre l'Université Paris-Saclay et l'Exécutif du Conseil départemental du Val-de-Marne (M Tryzna, vice-président, Mme Carpe, conseillère déléguée santé, Mme Nowak, conseillère déléguée ESR).
- **Les 23 et 24 août 2022**, avec Pierre Garzon, maire de Villejuif, et Hélène de Comarmond, maire de Cachan, un séminaire de rencontres et de visites. Ce séminaire, conduit avec la participation de Christian Blanc, ancien Secrétaire d'État délégué au Grand Paris, a associé Estelle lacona, présidente de l'Université Paris-Saclay, ainsi qu'Antoine Latreille et Michel Mariton, vices-présidents, Marc Pallardy, doyen de la Faculté de pharmacie, Marc Humbert, vice-doyen recherche de la Faculté de médecine, Cécile Jolivet et Jacques Volkmann, responsable des affaires institutionnelles et de la R&D en France de Sanofi, partenaires du Paris-Saclay Cancer Cluster ainsi que Fabrice Barlesi, directeur général de Gustave Roussy. Il avait été préparé par des entretiens conduits avant l'été avec Fabrice André, directeur de la recherche de Gustave Roussy, Jean-Charles Duclos-Vallée, professeur au CHB-Paul-Brousse et président de l'Institut français de BioFabrication, ainsi que Didier Samuel, doyen de la Faculté de médecine de l'Université Paris-Saclay.

Les échanges lors de ce séminaire ont permis de resserrer les liens entre les Collectivités, Gustave Roussy et ses partenaires, après plusieurs années marquées par la prévalence des négociations sur les fonciers de l'Institut. Ils ont permis de partager une meilleure connaissance et compréhension réciproque des projets et enjeux territoriaux du Campus santé.

Dans le prolongement de ce séminaire, la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre a mis en place un processus de réunions de travail sous la présidence de Pierre Garzon, visant à maintenir ce processus partenarial avec les acteurs de Paris-Saclay, au plus haut niveau, et à accompagner l'avancée des projets portés par les opérateurs.

● **Entretiens de Sceaux**

Les Entretiens de Sceaux sont un cycle de rencontres semestrielles destinées à tous ceux qui s'intéressent à la place de l'université dans la ville. Ils sont coorganisés par la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre et l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), en partenariat avec la Ville de Sceaux. Ils concourent à la visibilité de la VSB comme territoire universitaire.

Un comité éditorial (dont sont membres, outre la VSB, sont l'AVUF et la Ville de Sceaux, la Conférence des Présidents d'Université (CPU), CY Cergy Université et l'École d'Urbanisme de Paris – UPEC) est réuni régulièrement pour préparer les Entretiens. Les comptes-rendus et captations vidéo sont disponibles sur le site des Entretiens lesentretiensdesceaux.fr. Ils fournissent une matière riche sur liens entre Université et Territoire.

2 sessions ont été organisées en 2022 :

- Le 15 juin 2022, sur le thème « L'investissement universitaire, vieilles ficelles, nouveaux défis », avec la participation d'Anne Pinon, vice-présidente d'Amiens Métropole déléguée à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, de Simon Larger, directeur adjoint à la DGA Pôle TRESOR (Transfert, Recherche, Enseignement supérieur et Orientation) de la Région Ile-de-France, et de Jérôme Masclaux, directeur général de l'EPAURIF (Établissement public d'aménagement universitaire de la Région Ile-de-France),
- Le 9 décembre 2022, sur le thème « Nouveaux campus : quelles innovations pour quels impacts dans les villes ? », avec la participation de Jean-Louis Kerouanton, vice-président Immobilier durable, Nantes Université, et de Olivier Lamirault, directeur de l'Innovation et des Technologies Éducatives, EM Normandie.

* * *

Dans le périmètre d'Orly-Rungis Seine Amont

Le Codev a mis en place le Conseil consultatif des acteurs économiques, sociaux et culturels de d'Orly-Rungis Seine Amont (CCAES) lors du lancement de l'Opération d'intérêt national (OIN), à la demande de la Gouvernance de l'EPA ORSA. L'objectif est d'accompagner l'EPA ORSA dans la définition et la mise en œuvre des opérations dont il est l'aménageur, en articulation avec les autres dispositifs de l'Ingénierie stratégique de développement.

Le Conseil consultatif a pour mission d'associer à la démarche de l'OIN les « acteurs » du territoire, dans leur diversité (responsables d'entreprises, partenaires sociaux, acteurs associatifs...). Pour l'EPA ORSA, s'il s'agit de mieux appréhender leurs situations, de mobiliser leurs expériences et leurs « expertises » d'usage, voir leurs contributions.

Les états généraux du CCAES ont ainsi marqué les grandes étapes de l'Opération d'intérêt national :

- EG 2009 (« Ville productive, ville solidaire ») : au lancement de l'OIN, prendre en compte les attentes des acteurs.
- EG 2011 (« 3 temps, 3 mouvements ») : au démarrage des opérations, partager avec les acteurs les dynamiques des projets et leurs temporalités.
- EG 2014 (« Nourrir la métropole ») : prolonger les réflexions et inscrire les projets dans les transformations métropolitaines.
- EG 2018 (« Cap 2024 ») : en phase de transformation, innover dans les process d'association des acteurs aux opérations d'aménagement.

En 2020 et 2021, les travaux du CCAES (réunions du comité de pilotage, ateliers projets et ateliers thématiques) ont eu pour objectif d'impliquer les acteurs sur la construction de 2 contenus programmatiques, déclinables dans les opérations d'aménagements de l'EPA ORSA :

- Enseignement supérieur & Recherche : place des activités ESR, vie étudiante...
- Santé : appréhender l'impact de la crise covid et au-delà l'enjeu santé/bien être pour des opérations conduites dans un territoire marqué par de fortes contraintes environnementales.

Ces derniers travaux demeurent un point d'appui pour la nouvelle séquence de travail du CCAES :

→ Le 15 juin 2022, une réunion du comité de pilotage du CCAES a lancé le processus de préparation des 5e états généraux (1er semestre 2023).

Dans un contexte dynamique des opérations d'aménagement, la démarche du CCAES va être de mobiliser la contribution des acteurs du territoire pour :

- Appréhender collectivement les mutations profondes qui impactent l'aménagement et le développement du territoire (accélération de l'impératif de transition et enjeux nouveaux de résilience, de biodiversité ; mutations économiques et sociales ; innovations urbaines...).
- Réinterroger – pour les réaffirmer ou redécliner – les grands principes fondateurs de l'Opération d'intérêt national : « ville productive/ville solidaire » ; cette actualisation pourra aussi prendre appui sur le travail mené par l'EPT avec le projet Territoire d'Industrie et visera à contribuer à ses déclinaisons territoriales.
- Élargir ces principes à ceux découlant des enjeux de résilience et de prise en compte des défis environnementaux, dans un objectif d'urbanisme propice à la santé et au bien-être.
- Continuer d'« embarquer » les acteurs des territoires de projets dans un processus opérationnel qui avance et s'accélère.

- Étude sur les employés et actifs : portraits, permanences et recompositions

Le Codev a lancé en 2022 l'actualisation de l'étude conduite en 2009 avec Acadie (« Portrait de la population salariale du territoire d'Orly Rungis Seine Amont »).

Conduite par le CCAES au démarrage de l'OIN, cette étude visait à caractériser la structure de l'emploi et du monde salarial sur le territoire. Elle s'inscrivait dans l'objectif d'une OIN « ancrée » et attentive à prévenir les effets d'éviction. En plus de 10 ans, les transformations des secteurs économiques ont été fortes : mutations du secteur de la logistique et du e-commerce, nouvelles géographies des implantations économiques en Ile-de-France, nouvelles activités productives, transformation des organisations du travail...

Un portrait actualisé doit permettre d'appréhender les questions nouvelles posées par ces transformations.

Le cahier des charges de cette étude a été concerté avec l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Des premières conclusions ont été partagées avec l'EPA ORSA le 12 décembre. Elles seront débattues lors d'un nouveau comité de pilotage du CCAES, début 2023, et viendront nourrir l'organisation de « Matinées de travail Acteurs – Opérateurs » organisés en préparation des états généraux.

Penser collectivement les transformations

En 2022, le Codev a poursuivi les débats ouverts l'hiver 2020-2021 avec plusieurs initiatives destinées à « faire vivre » le manifeste.

Elles ont visé à :

- Le mettre à l'épreuve, en le confrontant aux réalités et contraintes vécues par les acteurs et les opérateurs de l'aménagement et du développement.
- Ce faisant, l'amender, l'enrichir, le compléter, par de nouvelles propositions.
- Entretenir une dynamique partenariale face aux mutations, mobilisant l'ensemble du réseau des acteurs val-de-marnais.

- Groupe de travail avec les aménageurs et opérateurs urbains

Ce groupe de travail a associé l'ensemble des aménageurs publics sur le Val-de-Marne (Sadev94, EPAORSA/GPA, SPL Marne & Bois, SPLA GPSEA, EPAMARNE, Expansiel...) ainsi que plusieurs opérateurs privés (Eiffage, Linkcity K&B...). L'objectif du groupe a été de confronter le Manifeste aux réalités de l'aménagement dans le Val-de-Marne.

Cette démarche a été conduite en partenariat avec la Chaire « Aménager le Grand Paris » de l'École d'Urbanisme de Paris (UPEC – UGE). Celle-ci a réalisé un état des lieux des projets d'aménagement et a conduit une modélisation de la prise en compte des préconisations du Manifeste dans quelques opérations « test ».

- Le 10 février 2022, 3e et dernière réunion du groupe de travail : élaboration d'un document conclusif. Une note de synthèse a été produite par la Chaire Aménager le Grand Paris en mai 2022 et est en ligne sur le site du Codev. Elle représente le support à de nouvelles initiatives de débats publics sur l'aménagement en 2023.

- Veille et partage des initiatives locales qui transforment les territoires

Un nouveau cycle de rencontres a été lancé en 2022 pour permettre aux porteurs d'initiatives en lien avec la transition (projet d'entreprise sur de nouveaux services en lien avec la transformation, coopératives économiques locales reflet des attentes citoyennes, démarches locales s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire ou dans des formes économiques non marchandes, etc.) de se présenter et de débattre avec les membres du Codev.

3 rencontres ont été organisées en 2022 :

- Le 23 mars 2022, sur le thème « Créer du lien social et de l'activité économique : les tiers-lieux dans le Val-de-Marne », avec la participation de Lucile Vareilles, responsable du site Plateau Urbain « La Grange » à Fontenay-sous-Bois à Fontenay-sous-bois, Régis Pio, directeur de la Mine à Arcueil et Aurélien Denaes, co-initiateur et co-fondateur de A+ c'est mieux ! / Explorateur des tiers-lieux et des Communs.
- Le 30 juin 2022, sur le thème « Nouvelles formes d'entreprise : quel impact les enjeux sociétaux et environnementaux ont-ils sur les organisations ? », avec la participation de Caroline Neyron, déléguée générale du Mouvement d'Impact France, Daniel Arnassand, responsable des projets techniques de la coopérative Sud Paris soleil, coopérative solaire citoyenne, et Jérôme Sandier, de DM Compost, société de valorisation des biodéchets par compostage.

→ Le 24 novembre 2022, sur le thème « Les jeunes et la Cité : comment la jeunesse s'engage-t-elle ? », avec la participation de Corentin Larmoire Roussel, Responsable du plaidoyer du réseau ANIMAFAC, de Mathilde Blic, étudiante, association Penser le Monde (UPEC) et d'Ulysse Lesafre, étudiant, conseiller municipal délégué de la Ville d'Arcueil.

- **Entreprises du Val-de-Marne engagées pour la transition**

Cette dernière initiative s'inspire de la démarche du groupe entreprises du Codev qui avait fonctionné de 2001 à 2008, avec des « positions » fortes et précurseurs, comme celles formulées en 2007 pour une stratégie de développement industriel pour le Val-de-Marne.

De fait, l'entreprise est en très forte évolution : évolution des organisations du travail (télétravail...), évolution des parcours professionnels, évolution des systèmes d'échanges au plan local et international, etc. Son rapport au territoire et ses attentes vis-à-vis de lui ont fortement évolué depuis le début des années 2000. L'entreprise est aussi directement impactée par les nécessités de la transition (stratégie zéro émission nette). Elle est, en même temps, une actrice majeure des innovations qui permettront de relever le défi climatique.

Ce groupe – pour lequel des démarches ont été initiées à l'automne 2022 conjointement avec la CCI du Val-de-Marne et l'entreprise BioSpringer – permettra de poursuivre avec des entreprises du Val-de-Marne la réflexion sur les enjeux et les moyens d'un territoire pilote pour la transition.

Dans la métropole du Grand Paris, le Val-de-Marne apparaît riche des dynamiques de ses acteurs : initiatives citoyennes et associatives ; projets d'entreprises ; démarches de ses établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche (notamment l'Université Paris Est Créteil, lauréate de l'appel à projets PIA4 « ExcellencES » pour son projet Erasme (Enseignement et Recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement) ou l'Université Paris-Saclay à l'initiative avec Gustave Roussy du Paris-Saclay Cancer Cluster à Villejuif). Ces démarches progressent dans un contexte de liens, d'écoutes et de partenariats entre tous. Le Conseil de développement du Val-de-Marne poursuivra en 2023 sa contribution à cette dynamique territoriale singulière et féconde.

(
Conseil
de
dévelop-
pement
du
Val-de
-Marne
)

Les acteurs économiques, sociaux et culturels du Val-de-Marne à l'initiative, pour promouvoir le département au sein de la Métropole francilienne et concourir à son développement cohérent et durable.

Le Conseil de développement du Val-de-Marne
17 avenue Desgenettes
94100 St-Maur-des-Fossés
Tél. 01 42 07 08 33
Fax 01 49 81 09 52
contact@codev94.com

Responsable de la publication
Dominique Giry
Rédaction Nicolas Duffour,
François Loscheider
Photographies John Vink (1997),
Patrick Zachmann (2000)
et Richard Kalvar (2001-2016)
Conception graphique Building Paris
Impression Ott, Wasselonne

Convention
annuelle

A-t-on encore
le droit de
couper un arbre
en ville ?

Hommage à
André-Laurent
Parodi